



**TRANSPARENCY
INTERNATIONAL**

La coalition mondiale contre la corruption



Rapport Annuel

2005

Transparency International (TI)
est l'organisation de la société
civile au premier plan de la lutte
mondiale contre la corruption.
Grâce à près de 100 sections
nationales à travers le monde et
son Secrétariat international basé
à Berlin, en Allemagne,
TI tente de sensibiliser l'opinion
publique aux effets néfastes
de la corruption et travaille de
concert avec les gouvernements,
le secteur privé et la société
civile afin de développer et
mettre en œuvre des mesures
visant à enrayer la corruption.

www.transparency.org

Votre référence en matière de lutte contre la corruption

Rapport Annuel de Transparency International 2005

Publié par Transparency International

Éditrice: Amber Poroznuk

Conception graphique par: büro frisch, berlin

Imprimé par: Druckhaus Berlin-Mitte

Crédit photo couverture: Che Chapman

ISBN 3-935711-18-2

ACTUALITÉS DE LA CORRUPTION 2005

- La Commission indépendante chargée d'enquêter sur le programme «pétrole contre nourriture» des Nations Unies a impliqué plus de 2 253 compagnies d'une soixantaine de pays dans des allégations de corruption. **(Mondial)**

- Vingt-sept hauts responsables du gouvernement intérimaire iraquien ont été arrêtés pour le détournement de plus de 1 milliard de dollars américains. **(Irak)**

- Le scandale Anglo Leasing et l'affaire Goldenberg a remis en cause la sincérité de l'engagement public de lutte contre la corruption du président du Kenya, Mwai Kibaki. **(Kenya)**

- Jack Abramoff, lobbyiste à Washington D.C, a admis avoir offert des cadeaux à des législateurs américains en échange de faveurs législatives.

(États-Unis)

- Le Vice-président de l'Afrique du Sud, Jacob Zuma, a été renvoyé et mis en examen pour corruption après que son conseiller financier ait été condamné pour fraude pour l'avoir aidé à obtenir des contrats avantageux avec des entreprises du secteur privé. **(Afrique du Sud)**

- Des allégations de corruption de haut niveau ont entaché la réputation de certaines des plus grandes compagnies allemandes: BMW, Volkswagen, DaimlerChrysler, Infineon, Commerzbank. **(Allemagne)**

- Le Président du Costa Rica, Abel Pacheco devient le 4ème Président consécutif soumis à des allégations de corruption, mis en examen pour avoir accepté des pots-de-vin d'entreprises françaises et finlandaises. **(Costa Rica)**

- Au Brésil, un scandale parlementaire concernant le versement d'argent en échange de votes a forcé plusieurs responsables du Parti des travailleurs à démissionner. **(Brésil)**

- AdScam, ou le soi-disant «scandale des commandites», un programme de sponsoring dont les montants de fraude et de pots-de-vin ont été évalués à 250 millions de dollars américains, aurait bénéficié du parti Libéral canadien, actuellement au pouvoir. **(Canada)**

- Omri Sharon, fils du Premier ministre israélien, a plaidé coupable dans une affaire de financement occulte de campagne électorale, concernant plus de 1.3 million de dollars américains payés par des compagnies basées en Israël ou à l'étranger. **(Israël)**

PRINCIPAUX SUCCÈS DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION 2005

- Entrée en vigueur de la Convention des Nations Unies contre la corruption.

- La Banque mondiale a intensifié ses efforts pour enquêter sur les cas potentiels de fraude internes et de corruption au sein de ses projets.

- La Commission indépendante chargée d'enquêter sur le programme «pétrole contre nourriture» des Nations Unies a publié une description détaillée de la corruption et des complicités dans l'Iraq de Saddam Hussein.

- La Commission européenne a décidé de faire de la transparence et de la responsabilisation des pays candidats un critère plus important lors de décisions futures concernant l'accession à l'UE.

- Ellen Johnson-Sirleaf a été élue présidente du Libéria avec un programme soulignant l'importance d'éradiquer la corruption dans la plus vieille république d'Afrique.

- La communauté internationale reconnaît que la lutte contre la corruption doit être une priorité afin de pouvoir réaliser les «Objectifs du Millénaire pour le Développement» des Nations Unies liés à la réduction de la pauvreté.

- Les institutions internationales ont mis l'accent sur la transparence de l'information disponible sur les compagnies placées sur «liste noire».

- Les pays du Groupe des Huits ont mis en avant des propositions détaillées qui, si elles sont appliquées, pourraient constituer une étape marquante dans l'éradication de la corruption endémique en Afrique.

- Le secrétaire général de l'Organisation des Etats américains a fait de la lutte contre la corruption une priorité, affirmant que ce changement est essentiel au développement de la démocratie et à la restauration de la confiance dans les gouvernements.

- Le monde des affaires a pris davantage conscience de la nécessité de combattre la corruption: en 2005, 59 compagnies ont adhéré à l'initiative du Forum économique mondial *Partenariat contre la Corruption*; élevant le nombre de participants à 91.

TABLE DES MATIÈRES

Actualités de la corruption en 2005	xi
Principaux succès de la lutte contre la corruption en 2005	xii
Principaux succès de Transparency International en 2005	1
Avant-Propos	
Huguette Labelle	2
David Nussbaum	3
Nos Priorités Mondiales	
Eradiquer la Corruption dans la Politique	4
Freiner la Corruption dans la Passation de Marchés Publics	5
Le Développement des Normes contre la Corruption pour le Secteur Privé	6
Mettre en Place et Appliquer des Conventions Internationales	7
Autres Programmes Mondiaux	
Lutter Contre la Corruption dans l'Aide et le Développement	8
Corruption et Education	9
Améliorer l'Accès à l'Information	9
Notre Action Au Niveau Régional	
Afrique et Moyen-Orient	10
Amériques	11
Asie Pacifique	12
Europe et Asie Centrale	13
Notre Travail de Recherche et de Développement de Politiques	
Politiques et Recherche	14
Indice de Perceptions de la Corruption	16
Un Mouvement Mondial en Croissance	18
Les Prix de l'Intégrité	20
Données Financières	21
Soutien	22
Sections Nationales	24
Conseil d'Administration	28
Conseil Consultatif et Secrétariat International	29

PRINCIPAUX SUCCÈS DE TRANSPARENCY INTERNATIONAL

2005

Des gouvernements nationaux aux organisations internationales en passant par les grands groupes d'entreprises et les citoyens, Transparency International a grandement influencé la façon dont les gens perçoivent leur monde. Tandis que les dangers et la dévastation causés par la corruption et les comportements malhonnêtes sont de plus en plus évidents, les gens deviennent de moins en moins tolérants.

En aidant les citoyens à prendre conscience de la situation, en effectuant des recherches pour comprendre les mécanismes de la corruption et en offrant à tous des outils pratiques pour s'en débarrasser, TI a fait une véritable différence en 2005.

Les sections nationales de TI en **Roumanie** et en **Bulgarie** ont utilisé le processus d'adhésion à l'UE ainsi que des stratégies de plaidoyer et sensibilisation au niveau national pour pousser leurs gouvernements à mettre en place de nombreuses réformes contre la corruption.

PAGE 13

Les sections nationales du **Moyen-Orient** et d'**Afrique du Nord** ont formé des partenariats avec des pays du G8 pour lutter contre la corruption dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la gestion financière.

PAGE 10

Les *Principes du secteur privé contre la corruption* ont été introduits en **Chine**.

PAGE 12



Neuf fabricants de conduits d'eau, représentant près de 80% du marché, ont signé le premier *Accord sur la transparence dans le secteur des affaires* en **Argentine**.

PAGE 11

Le nombre de pays inclus dans *l'Indice de perceptions de la corruption* a augmenté, passant de 91 en 2001 à un record de 159 en 2005.

PAGE 16

Le **Nigeria** et le **Cameroun** se sont engagés à publier les comptes de leurs revenus pétroliers dans le cadre de *l'Initiative sur la transparence des industries extractives*.

PAGE 10

TI a publié les *Normes minimales de Transparency International pour les marchés publics*, un outil permettant de s'atteler à la lutte contre la corruption dans les industries de la construction et du génie civil.

PAGE 14



TI a mené l'initiative de la communauté internationale afin d'éviter la corruption dans le processus d'aide et de reconstruction dans les pays touchés par le tsunami de **l'Océan Indien**.

PAGE 8

Des *Pactes d'intégrité* ont été signés, afin d'empêcher les pratiques corrompues dans la passation de marchés publics pendant la construction du nouvel aéroport international **allemand** de Schönefeld, ainsi qu'au sein de la compagnie pétrolière nationale du **Paraguay**, PETROPAR. PAGE 5

TI a étendu son réseau de *Centres d'assistance juridique et de plaidoyer* (ALAC) en **Europe de l'Est**, maintenant au nombre de 11 dans sept pays.

PAGE 13

Photos: Chr. Chapman



Photo: TI

La corruption détruit des vies entières autour du monde, privant l'accès à l'éducation, à un système de santé, à l'eau potable et à d'autres services essentiels qui pourraient aider des millions de personnes enlisées dans la pauvreté à améliorer leur vie quotidienne et échapper à la misère. En tant que Présidente de l'Agence canadienne du développement international, j'ai pu voir comment la corruption interfère avec le commerce, contribue aux échecs des Etats et génère conflits et insécurité.

Dans mon nouveau rôle en tant que Présidente de Transparency International, j'ai été inspirée par le réseau mondial grandissant d'individus faisant preuve de talent et d'engagement, déterminés à éradiquer pots-de-vin et malversations en tout genre.

Nous avons déjà fait d'énormes progrès. L'enracinement de la corruption et ses conséquences sont maintenant mieux compris. La définition de la corruption se transforme et s'élargit, tandis que la tolérance de l'opinion publique diminue, les normes et les attentes s'accroissent, et la prise de conscience mondiale de l'impact humain dévastateur de la corruption s'élève.

Cela dit, la tâche est loin d'être terminée. De nouveaux défis nous confrontent pour déterminer comment vaincre les pratiques corrompues dénoncées. Des obstacles nouveaux et plus complexes nous attendent. La corruption est maintenant plus sophistiquée, plus insidieuse et interdépendante. Malgré les améliorations indéniables effectuées par les gouvernements, le secteur privé, les institutions internationales et toutes sortes d'organisations, il y a encore trop de promesses vides et trop peu d'actions concrètes.

Les défis sont intimement liés les uns aux autres, ce qui doit en être de même pour les solutions. Il est nécessaire de bâtir des partenariats bien ancrés, au-delà des frontières, pour détruire les réseaux de corruption qui travaillent de concert pour pervertir le bien public pour leurs fins propres. La prévention, la mise en œuvre efficace des lois et conventions de lutte contre la corruption ainsi que la surveillance de leur application effective doivent tous être des priorités, tandis que notre lutte contre la corruption entre dans une toute nouvelle phase avec de nouveaux défis.

Nos priorités mondiales – réduire le niveau de corruption dans le domaine politique, le freiner dans les marchés publics, faire campagne pour les conventions internationales et améliorer les normes de surveillance de la corruption dans le secteur privé – s'attaquent directement à la nature profonde de la corruption. Une cinquième priorité – faire face aux liens entre pauvreté, développement et corruption – a été ajoutée en 2005.

2005 a également été l'année du départ de Peter Eigen, le fondateur de TI, en tant que Président du Conseil d'administration. Une force unificatrice qui a permis de rassembler des individus d'horizons différents dans un mouvement de portée mondiale, il laisse derrière lui une organisation déterminée, efficace et pleine de vie qui a mis la lutte contre la corruption à l'ordre du jour international. Au nom de ce mouvement dont il a été l'inspirateur, je souhaite lui offrir nos remerciements les plus sincères. Cinq autres membres du Conseil d'administration se sont retirés en 2005, et leurs amis et collègues ici leur sont reconnaissants de leurs services. Mais c'est avec plaisir que j'accueille les six nouveaux membres élus en 2005 qui les remplacent au Conseil.

En tout juste 13 ans, TI a aidé à sortir les problèmes de corruption des oubliettes et développé des solutions constructives et concrètes pour éradiquer ce fléau. Mais ce n'est que le début. Nous devons améliorer notre travail de prévention, ainsi que la mise en œuvre de nos programmes et l'exécution des lois, réglementations et codes.

Notre mouvement puise sa force, non seulement du lien créé par notre mission commune, mais également de la diversité de nos opinions et expériences.

Nous avons beaucoup de succès derrière nous à mettre à profit. Il est maintenant temps de les reproduire tout autour du monde.

Huguette Labelle
Présidente, Transparency International



Photo: TI

Bénéficiant d'une influence mondiale grandissante, le mouvement de Transparency International a réussi à sortir la corruption de l'ombre et la placer au cœur de l'agenda international. Combattre cette pandémie est maintenant une priorité absolue pour les responsables politiques. De nouveaux dirigeants sont en train d'adopter ce message anti-corruption et l'utilisent dans leurs campagnes dans une atmosphère générale de moindre tolérance pour la corruption.

Nos accomplissements ne cessent d'augmenter. Avec l'entrée en vigueur en décembre 2005 de la Convention des Nations Unies contre la corruption, nous avons atteint un but essentiel: un cadre juridique mondial qui oblige les pays à coopérer sur des initiatives telles que la lutte contre la corruption de D'argents publics étrangers et le recouvrement de fonds volés.

Une fois ratifiée par tous les pays signataires, cette alliance historique établira une fondation solide pour la poursuite de la justice et de la responsabilité dans le monde.

En 2005, des institutions internationales ont reconnu le besoin de s'attaquer à la corruption de façon plus vigoureuse; plusieurs hommes et femmes politiques furent élus après des campagnes centrées sur la lutte contre la corruption et la société civile reconnaît de plus en plus clairement à quel point cette lutte contre la corruption est essentielle pour une réduction durable de la pauvreté. Le secteur privé a également pris conscience que la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption font parties éminentes de leur crédibilité et bonne réputation dans le monde des entreprises. De même, d'importants militants ont reconnu que la corruption reste l'une des barrières les plus importantes à l'accession de millions de citoyens de la planète à une vie hors de la pauvreté.

Cependant, les révélations de la commission d'enquête sur le programme «pétrole contre nourriture» des Nations Unies montrent à nouveau qu'une myriade de lois, conventions et normes n'est pas suffisante.

Le mouvement de lutte contre la corruption entre dans une nouvelle ère, dans laquelle les mesures légales et incitatives liées à des valeurs éthiques solides doivent jouer un rôle de plus en plus important.

L'application et le suivi des lois de lutte contre la corruption obtenues au prix de grands efforts doivent être entrepris avec la même détermination qui a permis leur adoption. Mais cette stricte mise en oeuvre ne peut pas remplacer une fondation ferme de principes et pratiques déontologiques qui doivent être cultivées dans les sociétés mêmes afin de permettre une réduction définitive de la corruption.

Le réseau de sections nationales de Transparency International reste la colonne vertébrale du mouvement de lutte contre la corruption. Les capacités de ces sections se sont renforcées en 2005, grâce au processus de réexamen des accréditations. Elles ont approfondi leurs compétences, leur expertise, leurs ressources et leur travail d'équipe afin de transformer des objectifs ambitieux en acquis concrets et obtenir de meilleurs résultats.

En 2005, nous avons également continué à renforcer nos relations avec nos bailleurs de fonds et à élargir notre base de soutien dans la lutte contre la corruption, reflétant la reconnaissance accrue, au sein de la communauté de donateurs, de l'importance de notre travail.

La corruption menace cependant pour des millions d'hommes, femmes, et enfants, leurs opportunités de bien-être et de liberté. En partenariat avec d'autres organisations et individus autour du monde, Transparency International cherche à faire de ces opportunités une réalité pour tous.

David Nussbaum
Directeur Général, Transparency International



Photo: Thomas Grabka

1 Nos Priorités Mondiales

SURVEILLER LES ELECTIONS

Transparencia **Mexicana** a conçu et mis en œuvre un mécanisme de suivi du financement des campagnes: un fonds spécial collectant les revenus et contrôlant les dépenses. Le fonds est géré par une banque et contrôlé par un comité technique composé de trois membres; tous deux choisis par Transparencia Mexicana. En 2005, deux candidats à la présidence ont accepté de permettre à Transparencia Mexicana de surveiller la gestion des revenus et dépenses de leurs comités de «pré-campagne».

TI **Lettonie** a surveillé l'utilisation des ressources administratives par les partis politiques et leurs candidats aux élections municipales de 2005. Ce contrôle dans cinq municipalités a révélé des abus massifs de ressources, dont l'ampleur variait selon l'environnement politique et médiatique de chaque municipalité.

L'ambassadeur de la Corée du Sud à Washington, Hong Seok-hyun, a démissionné en 2005. Il était accusé d'avoir transféré 10 millions de dollars américains en pots-de-vin aux candidats à la présidence de la Corée du Sud durant l'élection de 1997.

Eradiquer la Corruption dans la Politique

Selon le *Baromètre mondial de la corruption 2005*, les partis politiques sont considérés comme l'institution la plus corrompue par les citoyens dans le monde entier. Prévenir la corruption au sein du processus électoral reste un défi majeur. Lorsque les dirigeants politiques sont redevables aux individus, entreprises ou organisations qui ont financé leurs campagnes, leur capacité à gouverner équitablement est compromise. Ils peuvent être amenés à offrir des contrats, des postes politiques ou des faveurs en échange d'un support financier. Les partis politiques et les candidats ont besoin d'argent pour leur fonctionnement et leur communication auprès des électeurs; le financement ne doit pas corrompre le processus politique, voilà où se trouve le défi.

À la suite de la publication en 2004 des *Principes pour le financement et les faveurs en politique*, TI a réuni des experts et des professionnels en 2005, afin d'identifier les techniques utilisées par les candidats et les partis pour échapper à la surveillance de leurs activités. Parmi celles-ci, on évoque des astuces comptables comme la réattribution de contributions vers des organisations satellites du parti, la division des montants afin que les résultats soient tout juste inférieurs au palier rendant obligatoire la publication d'information, ou encore la présentation de rapports financiers tout simplement falsifiés. Les conclusions de cette conférence ont été rassemblées dans deux *positions stratégiques* publiées en 2005, qui mettent en avant des recommandations concrètes pour assurer l'application scrupuleuse et effective des régulations sur le financement des campagnes électorales.

En attirant l'attention sur les problèmes les plus graves, les sections nationales de TI aident leurs gouvernements à concevoir des lois et des normes contrôlant les dépenses de campagnes pendant les élections nationales, permettant ainsi d'égaliser les chances des candidats. En **Amérique Latine**, par exemple, un projet est en cours pour évaluer le niveau de transparence dans le financement des campagnes électorales.

Les sections nationales effectuent également un travail innovateur en explorant les effets de la corruption politique sur les gouvernements régionaux et sub-régionaux. La section de TI en **Ouganda** a pu documenter l'omniprésence de la corruption au niveau des gouvernements locaux et a montré à quel point cela affecte les décisions prises en matière d'allocation de ressources vitales.

Consultez: www.transparency.org/global_priorities/corruption_politics

EN 2005,
 TI S'EST FIXÉ QUATRE PRIORITÉS:

RÉDUIRE LA CORRUPTION en politique, dans la passation de marchés publics et dans le secteur privé, ainsi que faire campagne pour les conventions internationales contre la corruption.

D'autres **PROGRAMMES MONDIAUX** ont été mis en place en matière de développement et aide humanitaire, éducation ainsi que l'accès à l'information.



Photo: SXC

Freiner la Corruption dans la Passation de Marchés Publics

La corruption dans la passation de marchés publics joue un rôle de première importance dans les marchés de biens et services de nombreux pays. Etant donné que près de 70% des dépenses gouvernementales sont généralement consacrées à ce type de contrats, l'impact potentiel de ce type de corruption est énorme. Ce domaine peut s'avérer hautement lucratif pour certains individus sans éthique. La corruption dans la passation de marchés publics peut conduire à l'écoulement de vastes ressources, autrement consacrées au développement économique du pays, à l'établissement et la prospérité d'une économie juste et honnête, et à l'approvisionnement aux citoyens des services essentiels.

Transparency International a cherché, en 2005, à renforcer la capacité de ses sections nationales à évaluer le niveau de prévalence de la corruption en matière de marchés publics et à impliquer les parties prenantes locales dans des initiatives de sensibilisation à la corruption. TI **Niger**, TI **Sénégal** et le Secrétariat ont organisé des ateliers de formation pour développer chez les participants les capacités nécessaires et une expertise concrète dans le domaine des marchés publics leur permettant de renforcer leur autonomie de travail dans ce secteur.

La section **tchèque** de TI a publié une étude sur l'attribution et l'exécution de marchés publics, révélant que plus de 1 milliard d'euros de fonds publics sont gaspillés chaque année dans la République tchèque à cause du manque de transparence des procédures. Dix sections nationales en **Amérique Latine** et dans les **Caraïbes**, en partenariat avec le Secrétariat, ont développé un outil pour observer et mesurer le risque de corruption dans les systèmes de passation des marchés publics, par exemple en déterminant si les provisions légales sont insuffisantes ou mal appliquées. Cet outil d'analyse est d'ores et déjà utilisé pour évaluer l'application de la Convention interaméricaine contre la corruption ainsi que la Convention des Nations Unies contre la corruption.

La corruption en matière de marchés publics, en particulier dans la construction et reconstruction d'après-guerre, est le sujet du *Rapport Mondial sur la Corruption 2005*. Référez-vous à la page 14 pour plus d'informations.

Pour en apprendre plus sur les initiatives de lutte contre la corruption dans la passation de marchés publics, consultez:

www.transparency.org/global_priorities/public_contracting

La corruption endémique peut augmenter le coût des marchés publics de 20 à 25%, et la qualité des biens et services concernés en est fréquemment diminuée. La mise en œuvre des *Pactes d'intégrité* de TI a aidé à réduire ce gaspillage de ressources publiques. Plusieurs *Pactes d'intégrité* ont été signés autour du monde en 2005: en **Allemagne**, concernant la construction de l'aéroport Schönefeld de Berlin, en **Lettonie**, avec le ministère de la culture, au **Mexique**, concernant le marché des services de technologies de l'information, les infrastructures, le matériel électoral et le processus de privatisations, et au **Paraguay**, avec la compagnie pétrolière nationale PETROPAR.

Le Développement de Normes dans le Secteur Privé

« Une personne dans l'entourage des procureurs allemands expliqua que les pots-de-vin étaient relativement modestes ... moins de 10 millions d'euros. »

Financial Times Europe

concernant les allégations de trafic d'influence portées à l'encontre de DaimlerChrysler en Afrique, Asie et en Europe.

Tout au long de 2005, TI a collaboré avec FTSE4 Good, l'index boursier socialement responsable, afin de développer de nouveaux critères de lutte contre la corruption basés sur les *Principes du secteur privé contre la corruption*. Environ 200 compagnies jugées «à haut risque» devront remplir les nouveaux critères afin de rester listés dans l'index.

Le troisième et dernier rapport de la Commission indépendante chargée d'enquêter sur le programme des Nations Unies «pétrole contre nourriture» a révélé que plus de la moitié des 4 500 entreprises impliquées dans le programme avaient été suspectées d'avoir effectué des «paiements illégaux» au gouvernement de Saddam Hussein.

Les grandes entreprises sont de plus en plus conscientes de l'importance d'avoir un programme crédible en matière de lutte contre la corruption comme partie intégrante de leur gestion des risques. Une application rigoureuse de ces codes de lutte contre la corruption reste cependant un défi majeur. Même avec les meilleures intentions, les entreprises, très souvent, n'examinent pas en assez de détail ces codes pour en assurer leur efficacité. Par conséquent, leurs employés se retrouvent souvent dans des situations difficiles sans directives claires ou formation. Ceci peut s'avérer particulièrement problématique pour les compagnies possédant des investissements importants dans des pays comme la **Chine, l'Inde** ou la **Russie**.

En réponse à ce besoin d'une application plus efficace, TI a publié en 2002 les *Principes du secteur privé contre la corruption*, un code de conduite contre la corruption à base volontaire développé en collaboration avec d'importantes multinationales et d'autres parties prenantes. Ces Principes forment un modèle de bonne gouvernance pour des compagnies cherchant à formuler leurs propres politiques, et fournissent un point de référence aux compagnies déjà dotées d'un programme de lutte contre la corruption. En 2005, plusieurs industries en **Argentine** et **Colombie** ont mis en place des politiques de lutte contre les pots-de-vin, basées sur ces *Principes*. Pour plus d'information, consultez la page 11.

Une application plus rigoureuse des lois de lutte contre la corruption, conjuguée avec une intégration de cette lutte dans un contexte de responsabilité sociale de l'entreprise plus étendu, forme une base solide pour la mise en œuvre de codes de conduite tels que les *Principes du secteur privé contre la corruption*. Pour s'assurer de la crédibilité et du bien-fondé de ces codes, les sociétés doivent être en mesure de vérifier leur efficacité. Dans bien des cas, les parties prenantes demanderont la validation du programme anti-corruption par une tierce partie, pour s'assurer que celui-ci est suffisamment robuste pour dissuader la corruption. En réponse à ces préoccupations, TI a entrepris en 2005 le développement d'outils de vérification indépendante externe et d'autoévaluation.

Vous trouverez plus d'informations sur le travail de TI dans le secteur privé à l'adresse suivante: www.transparency.org/global_priorities/private_sector



Photo: Laura E. Tillman

La Convention des Nations Unies contre la corruption est entrée en vigueur en décembre avec sa 30^{ème} ratification. À la fin de 2005, 40 pays l'avaient déjà ratifiée. La convention contient des dispositions sévères concernant le recouvrement de patrimoine, en faisant ainsi un instrument important pour aider à récupérer les plus de 400 milliards de dollars américains dérobés aux économies africaines et dissimulés dans des pays étrangers. Le futur développement de l'**Afrique** dépend de la capacité à empêcher cet écoulement de capital vers des banques étrangères.

Afin de s'assurer que les conventions de lutte contre la corruption et les informations sur leur application soient diffusés au plus grand nombre de personnes, en 2005 TI a refait sa page Internet consacrée aux conventions. Consultez: www.transparency.org/global_priorities/international_conventions

Mettre en Place et Appliquer les Conventions Internationales

L'impact dévastateur de la corruption est mondial et transfrontalier, rendant nécessaire un environnement légal international pour permettre son combat efficace. Les conventions de lutte contre la corruption fournissent un cadre de règles et de normes mondiales essentielles pour faciliter une action internationale et la coopération entre pays pour en finir avec la corruption. Transparency International a ainsi activement soutenu l'adoption de la Convention des Nations Unies de lutte contre la corruption (CNUCC), la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption et diverses conventions régionales sur le sujet, se tournant maintenant vers les processus de suivi et d'application de ces conventions.

Via son Secrétariat international et son réseau mondial de sections nationales, Transparency International s'est impliqué dans le développement de diverses conventions de lutte contre la corruption, de la phase initiale de négociations à leur transposition en lois et à leur application. La mise en œuvre rigoureuse des conventions est essentielle à leur efficacité, et c'est pourquoi TI soutient et contribue très activement aux structures internationales de contrôle tout en menant également ses propres structures de surveillance indépendamment. Le travail continu de TI garantira l'efficacité de ces conventions en maintenant la volonté politique et l'élan nécessaire pour générer un impact réel.

Une activité de Transparency International en 2005 fut le développement de propositions sur le suivi de la Convention des Nations Unies contre la corruption. Un groupe d'étude composé d'experts réunis par TI a soumis à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, l'agence chargée de la mise en application de la Convention, un certain nombre d'idées et de conseils, en espérant qu'elles puissent être transformées en propositions concrètes. Le but est de permettre que les premières décisions concrètes vers un suivi effectif de la convention soient prises d'ici à la Conférence des Etats parties début décembre 2006.

Également en 2005, TI a préparé le premier *Rapport sur l'état d'avancement de l'application de la convention de l'OCDE*, offrant un examen minutieux, de l'extérieur, des progrès des gouvernements signataires, avec pour objectif d'aider à renforcer le processus de contrôle par les pairs. Ce rapport annuel est basé sur des réponses d'experts nationaux à un questionnaire développé par TI sur l'application de la Convention. Le rapport 2005 fournit une vue d'ensemble de l'application dans 24 pays, ainsi qu'une évaluation des obstacles, et des recommandations pour des améliorations.



Photo: Andrea Künzig

Lutter Contre la Corruption dans l'Aide et le Développement

« La corruption est très souvent au coeur du problème des gouvernements qui ne fonctionnent pas. Aujourd'hui, une des plus grandes menaces au développement est, dans beaucoup de pays, la corruption. Elle affaiblit les systèmes fondamentaux, elle pervertit les mécanismes d'offre et de demande sur les marchés des biens et services, et elle pousse les individus à diriger leurs talents et énergies vers des occupations non productives. »

Paul Wolfowitz, Président de la Banque Mondiale

Les problèmes de corruption freinent la rapidité et l'efficacité de l'intervention humanitaire suite à une catastrophe naturelle. Le détournement des approvisionnements humanitaires, la distribution inéquitable de l'aide ainsi que des infrastructures locales inférieures aux normes ou tout du moins mal placées illustrent les effets malsains de la corruption dans le monde humanitaire. Prévenir la corruption dans les efforts de secours et de reconstruction est un élément primordial pour permettre l'apport d'une assistance effective et équitable à ceux qui en ont le plus besoin. Grâce à son réseau mondial de sections nationales, Transparency International est idéalement placé pour s'attaquer à ce problème, des deux côtés du système : dans les pays bailleurs de fonds comme dans les pays récepteurs d'aide.

En 2005, TI a joué un rôle particulièrement actif à la suite du tsunami dans **l'océan Indien**, afin que les énormes contributions publiques et privées destinées à aider les victimes ne soient pas détournées par des agents corrompus. Le besoin de surveiller et contrôler ces énormes flux de fonds d'assistance en cas de sinistre s'est fait rapidement sentir à la suite de la réaction spontanée et très généreuse de la communauté mondiale en décembre 2004. La multiplication par deux du budget de certaines agences d'aide humanitaire, une augmentation des fonds apportés aux gouvernements locaux et nationaux, et l'existence de pressions pour distribuer ces fonds et entreprendre des projets immédiatement, ont amené Transparency International à jouer un rôle inestimable dans l'évaluation des risques de corruption et la promotion de mesures de suivi des fonds.

L'expérience acquise durant cette épreuve a servi à limiter les pratiques corrompues après le tremblement de terre dévastateur au **Pakistan** ou encore pendant le processus de reconstruction d'après-guerre au **Moyen-Orient**.

Combattre la corruption est non seulement essentiel pour améliorer l'efficacité de l'aide humanitaire mais aussi pour la réduction de la pauvreté. L'interconnexion évidente de ces problèmes a conduit TI à créer une nouvelle priorité mondiale en 2005: **Pauvreté et Développement**. Son but principal est d'aider les pouvoirs publics et le public en général à réaliser ce lien intrinsèque entre corruption, pauvreté et développement et, de là, pousser les gouvernements à réaliser les promesses des objectifs du Millénaire pour le Développement des Nations Unies. Cette nouvelle priorité mondiale inclura plusieurs programmes sectoriels en 2006: corruption dans l'aide humanitaire, aide au développement, santé, éducation, et approvisionnement en eau. Pour plus d'informations, consultez:

www.transparency.org/global_priorities/aid_corruption

Le tsunami dans l'océan Indien représente une catastrophe sans précédent, ayant détruit des milliers de communautés côtières en **Inde, Indonésie, Malaisie**, aux **Maldives, Sri Lanka** et en **Thaïlande**, au prix de 200 000 vies humaines. Le coût du redressement des régions affectées a été estimé à 11.5 milliards de dollars américains.



Photo: Andrea Künzig



Photo: José A. Warieta

Les micro-études des sections nationales tentent d'évaluer l'étendue de la corruption dans le monde de l'éducation, révélant des faits choquants:

- Au **Mexique**, chaque foyer paie en moyenne 30 dollars américains en pots-de-vin pour avoir accès à un système d'éducation publique dont la loi garantit pourtant la gratuité.
- Au **Brésil**, certaines municipalités gaspillent jusqu'à 55% de leurs budget consacré aux salaires des enseignants et à leur formation pour cause de fraude et de corruption.
- Au **Nicaragua**, le manque de surveillance des projets de rénovation d'écoles a coûté au ministère de l'éducation, jusqu'à maintenant, 1 million de dollars américains.

Lors de la journée «Droit de Savoir» en septembre 2005, les sections nationales de TI au **Canada, Guatemala** et aux **Etats-Unis** ont présenté publiquement des rapports indépendants sur le sujet de l'accès à l'information du comité des experts de l'Organisation des Etats américains (OEA). Le comité est chargé du suivi de l'application dans chaque pays de la Convention interaméricaine contre la corruption.

Un Avenir Dérobé: Corruption et Éducation

En 2005, Transparency International a publié un rapport intitulé en français *Un avenir dérobé*, un ensemble de dix études de cas par les sections nationales de TI en **Argentine, Bosnie Herzégovine, Brésil, Géorgie, Mexique, Népal, Nicaragua, Niger, Sierra Leone** et **Zambie**. Les études évaluent l'ampleur et les formes prises par la corruption dans les écoles et universités ainsi que dans l'administration du système éducatif. Cet ouvrage fournit des exemples concrets sur ce que peut faire la société civile pour contribuer à lutter contre les pratiques corrompues et permettre d'assurer aux enfants l'accès à une éducation de qualité.

La corruption dans le domaine de l'éducation affecte le développement économique et social d'un pays, ainsi que le bien-être de ses citoyens. Le niveau d'instruction de sa main-d'œuvre a un impact important sur sa capacité d'intégration dans l'économie mondiale. Pour les familles pauvres, l'éducation est souvent la seule manière d'échapper à la pauvreté et permettre d'améliorer la mobilité sociale.

Éduquer sur les dangers de la corruption est essentiel à sa prévention sur le long terme. Pour modifier l'état d'esprit des nouvelles générations, plusieurs sections nationales de la région Asie Pacifique visent la jeunesse dans leurs efforts, au travers d'activités éducatives informelles ou au travers d'institutions. Parmi celles-ci: une coordination d'initiatives de Jeunesse contre la Corruption en **Corée**, au **Pakistan**, en **Papouasie Nouvelle-Guinée** et en **Thaïlande**, mais aussi des dissertations, posters et toutes sortes de concours au **Pakistan**, en **Papouasie Nouvelle-Guinée** et à **Vanuatu**. TI **Thaïlande** cherche à influencer les plus jeunes en publiant des livres d'enfants sur la notion de bonne gouvernance.

Vous pouvez trouver *Un avenir dérobé – La corruption dans l'éducation*, ainsi que d'autres liens intéressants, sur le site ci-dessous:

www.transparency.org/global_priorities/education/corruption_education

Améliorer l'Accès à l'Information

Plus de 60 pays ont en place des législations qui garantissent aux citoyens un droit à l'information archivée par les organismes publics, forçant les gouvernements à rendre des comptes et représentant ainsi une potentielle menace aux pratiques de corruption qui fleurissent dans des régimes opaques ou obscurs.

En 2005, Transparency International a cherché à promouvoir un meilleur accès à l'information pour les populations de plusieurs pays d'Afrique et du Moyen-Orient. Les sections nationales au **Burundi**, au **Cameroun**, en **Jordanie**, au **Maroc** et en **Palestine** ont aidé à rédiger de nouvelles lois, tandis que d'autres sections, comme au **Ghana**, au **Liban** ou au **Soudan**, ont utilisé des publicités radio, ateliers de travail ou des discussions, pour sensibiliser la population. Sur un plan international, TI a joint ses forces à une coalition d'organisations de la société civile – Global Transparency Initiative – afin de promouvoir une plus grande transparence et la diffusion d'information au sein des organisations financières internationales.

Des centaines de citoyens au **Ghana** ont participé à un programme téléphonique pour en savoir plus sur la façon d'obtenir des informations des autorités gouvernementales. Des journalistes au **Liban** ont reçu des échos sur le sujet et publié des articles appelant le gouvernement à adopter un régime de libreaccès à l'information. Dans le contexte de la préparation d'une nouvelle constitution, des citoyens, universitaires, membres du gouvernement et journalistes ont tenu des discussions sur les sujets de la liberté d'expression et de l'information au **Soudan**. Pour en savoir plus, consultez:

www.transparency.org/global_priorities/access_information



Photo: Thomas Grabka

2 Notre Action au Niveau Régional

SOURCE BOOK DU MONDE ARABE

Rassemblant l'expérience et les connaissances du réseau de TI, des médias, et des secteurs privés et public au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, le *Source Book de Transparency International* a été adapté au contexte du monde arabe afin de s'attaquer aux causes de la corruption dans la région et fournir des outils de lutte contre la corruption aux responsables de politiques et aux militants. Le *Source Book de Transparency International – Le Système d'intégrité du monde arabe* (traduction française: *Combattre la corruption – enjeux et perspectives, 2002*) est le résultat d'une série d'ateliers de travail tenus à Bahreïn, au Liban et au Maroc.

LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES

Le revenu pétrolier du Nigeria a été rendu public pour la première fois en 2005. Humphrey Asobie, de TI Nigeria, fut nommé par le Président du pays pour représenter la société civile au sein du groupe de travail des parties prenantes de l'Initiative pour la Transparence dans les industries extractives du Nigeria. Mr Asobie a dirigé l'équipe de la société civile au sein du groupe de travail qui a publié les données concernant les revenus pétroliers du pays. Le Cameroun a aussi promis à la communauté internationale de publier ses revenus pétroliers, également en accord avec l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives.

Le coût annuel de la corruption pour les économies Africaines est estimé à plus de 148 milliards de dollars. Cela représenterait 25% du PIB de l'Afrique et augmenterait les coûts des biens et services de 20%.

The Economist

Afrique et Moyen-Orient

Malgré de récents progrès en matière de démocratie et de droits de l'homme dans de nombreux pays africains, la corruption reste un des défis majeurs du continent. Les sections nationales de Transparency International en Afrique sont devenues des piliers de l'intégrité nationale dans chacun de leurs pays, en exigeant de leurs gouvernements de rendre des comptes et en préconisant publiquement des réformes dans la gestion des ressources publiques.

L'*Indice annuel de la corruption au Kenya*, publié par TI Kenya, illustre les expériences de citoyens ordinaires dans leurs interactions avec les fonctionnaires ou employés du secteur privé. En 2005, l'intensité des pratiques de paiements de pots-de-vin a diminué parce que davantage de citoyens refusent de payer. Forum Civil, la section de TI au Sénégal, a mis l'accent sur la corruption dans le secteur de la santé, dans un rapport qui identifie les conflits d'intérêts, luttes de pouvoir et demandes des pots-de-vin par les médecins, pharmaciens et employés administratifs des hôpitaux. L'Initiative pour l'intégrité du Ghana a continué ses campagnes publiques de lutte contre la corruption et son travail de sensibilisation et de plaidoyer pour des changements dans les lois sur les marchés publics.

Les sections nationales de TI au Moyen-Orient et en Afrique (MENA) ont mis en place une grande variété de programmes éducatifs, afin de replacer la corruption au cœur du débat public et promouvoir un meilleur accès à l'information. L'Association libanaise pour la transparence (la section de TI au Liban) a porté son attention sur les élections législatives de 2005 et s'est efforcée de soutenir les activités de la Commission électorale nationale, tout juste créée. TI Maroc a publié son troisième livre sur la corruption et l'éducation en 2005, en distribuant 5000 copies aux écoles et associations éducatives. AMAN – la section palestinienne de TI – a organisé un atelier public de discussion sur les droits des citoyens palestiniens à l'information, et rédigé une proposition de loi sur le sujet, qui fut ensuite soumise au Conseil législatif palestinien. Les pays de la région MENA ont coopéré avec des organisations de la société civile de pays du Groupe des Huits nations pour lutter contre la corruption dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la gestion financière publique. Pour en savoir plus, consultez:

www.transparency.org/regional_pages/africa_middle_east



Photo: Thomas Grabka

D'après l'Index national sur la corruption et la gouvernance, le coût des pots-de-vin payé par les foyers à bas revenus du Mexique en 2005 représentait 24% du revenu des foyers.

COLLABORER AVEC LE SECTEUR PRIVÉ Accords sectoriels de la lutte contre la corruption en Argentine et en Colombie

Transparencia por **Colombia** a conçu une méthodologie basée sur les *Principes du secteur privé contre la corruption* de TI, qui exige des entreprises d'un même secteur d'activité de signer des accords de lutte contre la corruption. Ces accords sont mis en application et leur respect est contrôlé par un organisme de surveillance prévoyant des sanctions en cas de manquement aux obligations de la compagnie. L'usage de ce système améliore le niveau de confiance des investisseurs et des entreprises dans le système. Transparencia por Colombia a ainsi mis en œuvre des accords sectoriels pour les fabricants de conduites d'eau et les éditeurs de livres scolaires. S'inspirant de l'expérience colombienne, Poder Ciudadano, la section de TI en **Argentine**, a fait signer des accords de lutte contre la corruption à un groupe de neuf fabricants de conduites d'eau, représentant près de 80% du marché d'eau potable et des infrastructures aquifères en Argentine. Ce secteur est une part essentielle de la prestation de services essentiels en Amérique Latine.

Amériques

Éradiquer la corruption nécessite des innovations constantes. Le département des Amériques de TI continue la promotion de l'apprentissage par les pairs dans la région en se concentrant sur l'échange d'information lié au développement et les résultats des projets et activités régionaux et nationaux. En collaboration avec les sections nationales et contacts dans la région, le département cherche à confronter la corruption au niveau régional et national.

Parmi les nouveaux fronts de la lutte contre la corruption aux Amériques en 2005, le secteur privé et le problème de la gouvernance locale se trouvent en premier plan. Afin de mieux s'attaquer aux différentes facettes de la corruption, le département Amériques et le réseau des sections nationales d'Amérique Latine et des Caraïbes ont cherché à impliquer le secteur privé dans leurs efforts, au travers, par exemple, des *Principes du secteur privé contre la corruption* et l'utilisation des *Pactes d'intégrité*. Concernant l'administration locale, plusieurs sections nationales ont en particulier identifié un risque accru de corruption en raison des augmentations budgétaires des gouvernements locaux suivant la décentralisation.

Le travail sur les problèmes de financement des campagnes électorales et la transposition des conventions de lutte contre la corruption s'est marqué, cette année, par la conception d'instruments et de procédés de surveillance pour s'assurer de la mise en œuvre des traités internationaux et de la transparence dans le financement des partis politiques. Pour en savoir plus sur le sujet, consultez :

www.transparency.org/regional_pages/americas

Gouvernance Locale

La transparence et l'intégrité des activités des gouvernements au niveau local favorisent le développement de la communauté dans les pays en cours de décentralisation. Les sections nationales en **Colombie**, au **Guatemala**, au **Nicaragua**, au **Pérou** et au **Venezuela** ont conçu des instruments, par exemple des méthodologies d'évaluation et des outils de localisation du risque de corruption destinés à sensibiliser l'opinion publique, faciliter la prise de responsabilité des gouvernants, accentuer la transparence dans le processus de prises de décision, renforcer les institutions locales et promouvoir une plus grande participation de la société civile. En se basant sur cette expérience, TI cherche maintenant à développer de nouvelles normes de transparence et d'intégrité pour une application au niveau municipal en Amérique Latine.

MOBILISER LES ENTREPRISES EN CHINE

Une croissance soutenue de l'économie **chinoise** et les inquiétudes exprimées par l'élite politique et économique chinoise à propos de la corruption ont poussé TI à publier une version chinoise des *Principes du secteur privé contre la corruption*, à Pékin en septembre 2005. Cette idée fut très bien reçue par la commission de supervision et administration du patrimoine de l'Etat ainsi que par d'autres administrations étatiques. Lors du Sommet sur le Pacte mondial à Shanghai en novembre 2005, *Business against Corruption – une structure d'action contre la corruption* («Le Secteur Privé contre la Corruption»), fut lancée conjointement par TI, le Pacte mondial des Nations Unies et le Forum international des chefs d'entreprise.

Y en a Assez de la Corruption au Cambodge!

Une étude effectuée en 2005 par la section cambodgienne de TI a constaté un changement majeur de comportement de l'opinion publique envers la corruption. Seuls 4% se sont déclarés d'accord avec l'idée que «la corruption fait partie de la vie; c'est juste une façon normale de faire les choses», contre 68% en 1998.

DIAGNOSTIQUER LA CORRUPTION A TRAVERS DES SONDAGES

Les sections au **Cambodge**, en **Inde**, en **Indonésie**, au **Japon**, au **Pakistan** et à **Taiwan** ont conduit des sondages en 2005 auprès de l'opinion publique nationale. TI Inde a interrogé 14 405 personnes dans 20 états sur leurs perceptions du niveau d'intégrité des services publics. Parmi les 11 services publics proposés, la police, les cours de première instance et l'administration foncière sont perçus comme les plus corrompus.

L'enquête de TI **Indonésie** compare les perceptions du niveau de corruption selon les provinces, de même que celle de TI **Pakistan**, dont l'étude utilisa les réponses de 3000 personnes interrogées dans quatre différentes provinces. TI **Taiwan** a développé une nouvelle série de points de référence pour mesurer les progrès de la lutte contre la corruption, afin d'illustrer le lien entre campagnes de lutte contre la corruption et les améliorations dans la responsabilisation des institutions publiques dans ce domaine.

Asie Pacifique

Une priorité du département Asie Pacifique en 2005 a été de lutter contre la corruption dans le domaine de l'aide humanitaire. Le besoin pour une coordination des efforts afin de surveiller l'utilisation des fonds dans ce domaine s'est particulièrement fait ressentir après le tsunami dans **l'Océan Indien**. Dans cet esprit, TI a réuni en Indonésie en avril 2005, *une conférence d'experts sur la prévention de la corruption dans le cadre du secours aux pays touchés par le tsunami*. Organisée conjointement par TI, la Banque asiatique de développement et l'Organisation de coopération et de développement économiques, la conférence a réuni des représentants des gouvernements et de la société civile des six pays les plus touchés, ainsi que des organisations d'aide humanitaire et des experts reconnus, afin d'identifier les mesures concrètes pour éradiquer la corruption.

Cette réunion a abouti à la définition d'un certain nombre de principes à suivre par toutes les parties concernées - victimes, donateurs, gouvernements et société civile - afin d'empêcher les pratiques corrompues dans la livraison de l'aide et de l'assistance à la reconstruction des zones affectées. Les conclusions de la conférence et ses recommandations ont été publiées dans le livre *Lutter contre la corruption dans les opérations humanitaires suite au tsunami*. Bien qu'inspirées par les expériences particulières liées au tsunami, ces recommandations sont applicables à toute autre opération de reprise après sinistre. TI s'est attentivement penché sur la façon dont l'expérience et les leçons tirés du tsunami pouvaient être appliquées lors du terrible tremblement de terre au **Pakistan** en octobre 2005.

Des projets régionaux et des programmes de formation sont en cours afin de développer la capacité des sections nationales de la région à prévenir la corruption dans la passation de marchés et à entreprendre des enquêtes de *Système national d'intégrité* dans près de 10 pays d'**Asie de l'Est** et du **Sud-est**.

Le nouveau réseau de TI en Asie-Pacifique - TIAP - du département Asie Pacifique a lancé un site Internet en 2005 pour mieux communiquer avec le public sur ses activités dans la région ainsi que celles des sections locales. Il sert aussi de portail pour tous les sites Internet des sections nationales de TI dans la région Asie Pacifique. Consulter l'adresse suivante:

www.transparency.org/regional_pages/asia_pacific



Photos: SYC

Le budget annuel de l'UE est de près de 100 milliards d'euros, dont environ 76% sont ensuite transférés aux états-membres. Ce mode de distribution des fonds présente généralement un plus grand risque d'abus. Afin de rendre l'utilisation du soutien financier structurel de l'UE aux nouveaux états-membres plus transparente, le département Europe et Asie Centrale de TI a coordonné le projet *Transparency Through Awareness*, financé par la Commission Européenne. Nos sections en **République tchèque, Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne et Slovaquie** ont souligné l'importance d'une gestion et utilisation transparentes des fonds structurels de soutien dans leurs pays respectifs.

En 2005, 11 Centres de conseils légaux et de plaidoyer (ALAC) à travers sept pays ont cherché à lutter contre l'idée que les citoyens sont résignés à devoir subir la corruption. Ces centres ont prouvé que, une fois armés de moyens de défense simples, crédibles et viables, les citoyens s'impliquent.



Photo: Getty Images

Europe et Asie Centrale

L'élargissement de l'Union Européenne (UE) a fait l'objet d'une attention de première importance auprès du service Europe et Asie Centrale en 2005. Le processus d'adhésion présente de nouvelles opportunités pour la lutte contre la corruption mais aussi de nouveaux défis. En Europe du Sud-est et dans le Caucase, les espoirs de différents pays de pouvoir bientôt accéder à l'UE fournissent une motivation suffisante pour susciter l'adoption de nouvelles réformes destinées à éradiquer la corruption. Les sections nationales de TI en **Roumanie** et **Bulgarie** ont fait campagne avec succès pour diverses réformes de lutte contre la corruption, utilisant le processus d'adhésion à l'UE et des pressions extérieures sur les gouvernements conjugué à une stratégie de campagne au niveau national. À l'inverse, les sommes importantes provenant des fonds de l'UE qui sont versés aux pays membre amènent de nouveaux risques de corruption et de fraude.

Dans le Caucase, le gros du travail de TI en 2005 s'est concentré sur le renforcement de la participation des citoyens au processus de prise de décisions des gouvernements. TI **Géorgie** a rassemblé des milliers de citoyens dans des réunions publiques portant sur le processus législatif et les problèmes liés aux réformes. Leurs préoccupations et problèmes furent ensuite communiqués au gouvernement central. TI **Arménie** a développé et fait campagne pour des mécanismes de contrôle des services publics par les citoyens dans cinq villes différentes.

Programme de Responsabilisation dans les Pays de l'Ouest des Balkans

Grâce au programme de Responsabilisation dans les pays de l'Ouest des Balkans de TI, les sections de **Bosnie-Herzégovine, Croatie, Macédoine (ARYM)** et **Serbie** ont participé à l'adoption de législations nationales garantissant l'accès à l'information et régulant les conflits d'intérêts. Les sections nationales dans ces pays ont aidé à former membres de l'administration, journalistes et militants sur les problèmes de corruption, leur permettant ainsi de consolider leurs positions en tant que leaders de la lutte contre la corruption dans leurs pays respectifs. Avec ces lois en place, les sections se tournent maintenant vers la surveillance de leur mise en œuvre.

Dénonciateurs

La dénonciation joue un rôle très important dans la mise au jour de la corruption et démontre un haut niveau d'intégrité et de courage personnels, considérant les dangers potentiellement encourus. En Europe, plusieurs sections cherchent à apporter leur soutien à ces individus courageux : TI **Allemagne** a créé un groupe de pression réclamant une plus grande protection légale des dénonciateurs. TI **Suisse** a aidé à changer le climat politique, en insistant sur l'importance des personnes qui dénoncent des actes de corruption. TI **France** a publié un rapport examinant en détail et comparant les différentes législations de protection des dénonciateurs tout autour du monde. Pour plus d'informations, consultez :

www.transparency.org/regional_pages/europe_central_asia

Une enquête sur l'attaque terroriste sur l'école No 1 de Beslan en Russie, en 2005, a mis en avant des allégations comme quoi des officiers de police corrompus auraient facilité le passage aux postes de contrôles frontaliers. Des plus de 1100 enfants, parents et employés pris en otage, 331 ont été tués.

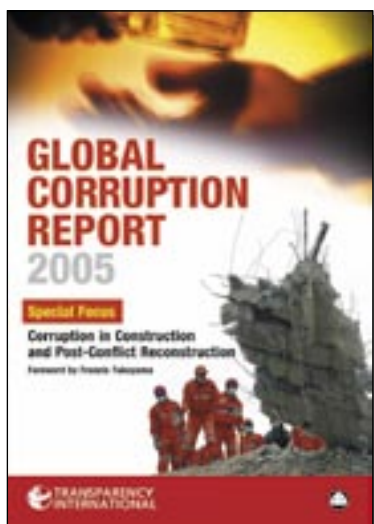


3 Notre Travail de Recherche et de Développement de Politiques

Photo: Thomas Grabke

Au niveau mondial, plus de mille milliards de dollars américains sont dépensés chaque année en pots-de-vin.

Institut de la Banque Mondiale



Politiques et Recherche

Le département «recherche et politiques» publie et coordonne une grande variété d'instruments de recherche, d'indices et de publications. Ceux-ci aident à une meilleure compréhension de l'étendue et de la nature de la corruption mondiale, permettant d'identifier les secteurs les plus à risque et les réformes potentielles. Le service publie également des *plans d'action* concernant les problématiques clés de lutte contre la corruption. En 2005, ces *plans d'action* ont par exemple mis en avant des propositions de normes réglementant les pratiques corrompues en matière de financement des partis politiques et contrats publics.

Le Rapport mondial sur la corruption 2005

Le Rapport mondial sur la corruption 2005 a concentré l'attention internationale sur le coût dévastateur de la corruption dans le secteur de la construction. Les pots-de-vin augmentent les coûts et altèrent grandement la qualité des infrastructures, gonflant la facture économique de ce secteur représentant 3.2 milliers de milliards de dollars américains.

Mais le coût de la corruption se compte aussi en vies perdues. La destruction causée par des catastrophes naturelles comme les tremblements de terre est aggravée quand des inspecteurs corrompus acceptent des pots-de-vin en échange de leur silence concernant les infractions aux codes de construction. Dans toute la partie du monde en voie de développement, la corruption détourne l'argent de programmes supposés bénéficier la population – dans les domaines de la santé ou de l'éducation par exemple – pour se retrouver dans les poches d'une minorité malhonnête. La passation de marchés publics sont particulièrement vulnérables dans les situations post-conflit comme en **Iraq** et en **Afghanistan**, tous deux particulièrement affectés par des structures gouvernementales fragiles, une arrivée massive et soudaine de fonds d'aide étrangers et la nécessité «d'acheter» le soutien des anciens combattants.

Le Rapport mondial sur la corruption 2005 a servi de point de départ pour le lancement des *Normes minimales dans la passation de marchés publics* publiées par TI, qui exigent des gouvernements de s'assurer que tous les processus liés aux contrats publics soient transparents. Pour télécharger le rapport, consultez :

www.transparency.org/publications/gcr/download_gcr/download_gcr_2005

LES SECTEURS LES PLUS CORROMPUS, PAR RÉGION

ASIE

Partis Politiques
Parlement / Assemblées législatives
Police
Système Fiscal

AFRIQUE

Police
Partis Politiques
Douanes
Parlement / Assemblées législatives

EUROPE OCCIDENTALE

Partis Politiques
Parlement / Assemblées législatives
Monde des affaires / Secteur Privé
Média

EUROPE CENTRAL ET DE L'EST

Partis Politiques
Police
Parlement / Assemblées législatives
Système Judiciaire

AMÉRIQUE LATINE

Partis Politiques
Parlement / Assemblées législatives
Police
Système Judiciaire

Baromètre mondial de la corruption 2005

Le Baromètre donne une idée des points de vue sur la corruption dans douze pays en Asie, huit en Afrique, seize en Europe occidentale, quatorze en Europe centrale et Europe de l'Est et quinze en Amérique Latine.

Le Baromètre mondial de la corruption

Le *Baromètre mondial de la corruption 2005*, une enquête d'opinion réalisée pour TI par Gallup International dans le cadre du sondage général «Voice of the People», est un indicateur des perceptions et de l'expérience de la corruption par le grand public dans 69 pays. Il montre quels secteurs de la société sont perçus comme étant les plus corrompus, si la corruption est perçue par la population comme ayant augmenté ou diminué, et s'ils pensent qu'elle sera plus ou moins prévalente dans le futur. Le *Baromètre* évoque également les expériences personnelles des citoyens avec la corruption et évalue son coût et ses différentes formes. Pour examiner les résultats complets du *Baromètre mondial de la corruption 2005*, veuillez visiter l'adresse Internet suivante:

www.transparency.org/policy_research/surveys_indices/gcb

Manuel de Lutte contre la Corruption

L'accès à l'information est un élément primordial d'une éventuelle éradication des pratiques corrompues. En 2005, TI a fourni les informations nécessaires à ceux qui travaillent dans le mouvement anti-corruption dans le monde, en publiant en ligne son *Manuel de lutte contre la corruption* (MLC). Le MLC est un point de référence unique, qui fournit des directives pour une mise en œuvre efficace des mesures de lutte contre la corruption, ainsi que des exemples de pratiques saines. Rédigé dans un style pratique et détaillé, le MLC évoque une variété de sujets, comme le rôle des médias dans la lutte contre la corruption, les problèmes de financement des campagnes et partis politiques, des codes de conduite pour le secteur public, l'accès à l'information, les stratégies gouvernementales de lutte contre la corruption, les Institutions suprêmes d'audit, l'éducation contre la corruption et les problèmes de gouvernance d'entreprise.

Référez-vous au site suivant: www.transparency.org/policy_and_research/ach

Le Système national d'intégrité

En 2005, TI a étendu ses analyses détaillées de la corruption par pays, au système d'études *Système nationales d'intégrité*. Ces rapports qualitatifs fournissent une analyse nuancée et précise des systèmes de lutte contre la corruption au niveau national. Ces études portent sur plus de 50 pays et sont un outil d'évaluation important, en complément des indices mondiaux et enquêtes déjà publiés par TI. Elles explorent les pratiques spécifiques mais aussi les limites au sein de chaque pays, facilitant ainsi une évaluation des risques de corruption et des atouts potentiels du mouvement de lutte contre la corruption. Les études forment une fondation empirique solide pour la promotion d'une meilleure gouvernance, et permettent la formulation de réformes conçues spécifiquement pour chaque pays, afin d'en assurer une efficacité maximale. Pour en savoir plus, veuillez visiter l'adresse suivante: www.transparency.org/policy_and_research/nis

Le Service d'assistance U4

Le *Service d'assistance U4*, basé au Secrétariat international de TI, tente d'aider les ministères du développement dans les domaines légal, économique, politique et social en fournissant des informations sur la corruption et la bonne gouvernance. En 2005, le service d'assistance contre la corruption de U4 a fourni des réponses sur un éventail de sujets allant de *l'Initiative de transparence dans les industries extractives*, la corruption dans le secteur de la construction, le respect de la Convention des Nations Unies contre la corruption, au lien entre dérégulation et corruption. Ses réponses, rédigées en collaboration avec des experts du monde entier, font autorité et facilitent grandement la compréhension des mécanismes de corruption et de la façon de les combattre efficacement. Pour lire les différentes questions posées et leurs réponses, consultez:

www.u4.no/helpdesk/main.cfm

Indice de Perceptions de la Corruption 2005

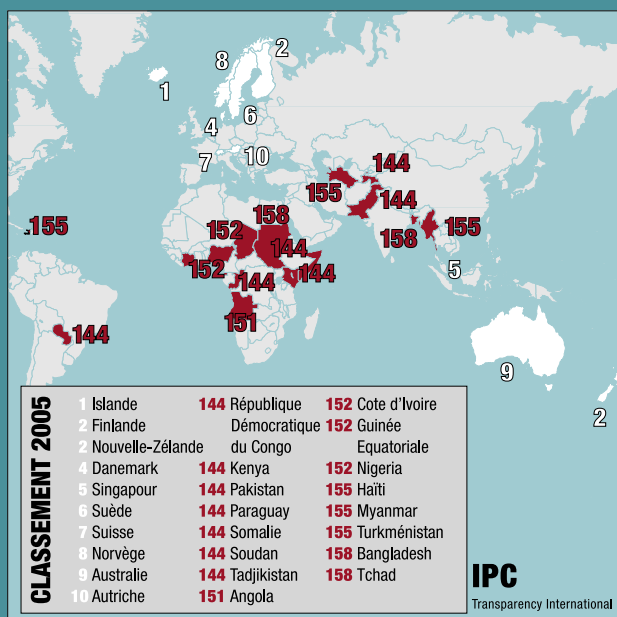
L'Indice de perceptions de la corruption (IPC), l'instrument le plus renommé de TI, indique que la corruption reste répandue autour du monde. L'IPC est un indice composite de plusieurs enquêtes indépendantes, qui couvre 159 pays pour 2005, dont ont obtenu 113 de moins de 5 sur un idéal de 10. Parmi ceux-là, 70 ont obtenu un score inférieur à 3, indiquant clairement un système où la corruption est endémique et omniprésente, constituant une menace pour les institutions ainsi que la stabilité sociale et politique de ces nations. Pour télécharger l'IPC 2005, consultez: www.transparency.org/policy_research/surveys_indices/cpi/2005

Rang	Pays	Score IPC en 2005	Nombre d'études utilisées	Intervalle de Confiance	Rang	Pays	Score IPC en 2005	Nombre d'études utilisées	Intervalle de Confiance
1	Islande	9,7	8	9.5 - 9.7	46	Afrique Du Sud	4,5	11	4.2 - 4.8
2	Finlande	9,6	9	9.5 - 9.7	47	République Tchèque	4,3	10	3.7 - 5.1
2	Nouvelle-Zélande	9,6	9	9.5 - 9.7	47	Grèce	4,3	9	3.9 - 4.7
4	Danemark	9,5	10	9.3 - 9.6	47	Namibie	4,3	8	3.8 - 4.9
5	Singapour	9,4	12	9.3 - 9.5	47	Slovaquie	4,3	10	3.8 - 4.8
6	Suède	9,2	10	9.0 - 9.3	51	Costa Rica	4,2	7	3.7 - 4.7
7	Suisse	9,1	9	8.9 - 9.2	51	El Salvador	4,2	6	3.5 - 4.8
8	Norvège	8,9	9	8.5 - 9.1	51	Lettonie	4,2	7	3.8 - 4.6
9	Australie	8,8	13	8.4 - 9.1	51	Ile Maurice	4,2	6	3.4 - 5.0
10	Autriche	8,7	9	8.4 - 9.0	55	Bulgarie	4,0	8	3.4 - 4.6
11	Pays-Bas	8,6	9	8.3 - 8.9	55	Colombie	4,0	9	3.6 - 4.4
11	Royaume-Uni	8,6	11	8.3 - 8.8	55	Iles Fidji	4,0	3	3.4 - 4.6
13	Luxembourg	8,5	8	8.1 - 8.9	55	Seychelles	4,0	3	3.5 - 4.2
14	Canada	8,4	11	7.9 - 8.8	59	Cuba	3,8	4	2.3 - 4.7
15	Hong Kong	8,3	12	7.7 - 8.7	59	Thaïlande	3,8	13	3.5 - 4.1
16	Allemagne	8,2	10	7.9 - 8.5	59	Trinidad et Tobago	3,8	6	3.3 - 4.5
17	Etats-Unis	7,6	12	7.0 - 8.0	62	Belize	3,7	3	3.4 - 4.1
18	France	7,5	11	7.0 - 7.8	62	Brésil	3,7	10	3.5 - 3.9
19	Belgique	7,4	9	6.9 - 7.9	64	Jamaïque	3,6	6	3.4 - 3.8
19	Irlande	7,4	10	6.9 - 7.9	65	Ghana	3,5	8	3.2 - 4.0
21	Chili	7,3	10	6.8 - 7.7	65	Mexique	3,5	10	3.3 - 3.7
21	Japon	7,3	14	6.7 - 7.8	65	Panama	3,5	7	3.1 - 4.1
23	Espagne	7,0	10	6.6 - 7.4	65	Pérou	3,5	7	3.1 - 3.8
24	Barbade	6,9	3	5.7 - 7.3	65	Turquie	3,5	11	3.1 - 4.0
25	Malta	6,6	5	5.4 - 7.7	70	Burkina Faso	3,4	3	2.7 - 3.9
26	Portugal	6,5	9	5.9 - 7.1	70	Croatie	3,4	7	3.2 - 3.7
27	Estonie	6,4	11	6.0 - 7.0	70	Égypte	3,4	9	3.0 - 3.9
28	Israël	6,3	10	5.7 - 6.9	70	Lesotho	3,4	3	2.6 - 3.9
28	Oman	6,3	5	5.2 - 7.3	70	Pologne	3,4	11	3.0 - 3.9
30	Emirats Arabes Unis	6,2	6	5.3 - 7.1	70	Arabie Saoudite	3,4	5	2.7 - 4.1
31	Slovénie	6,1	11	5.7 - 6.8	70	Syrie	3,4	5	2.8 - 4.2
32	Botswana	5,9	8	5.1 - 6.7	77	Laos	3,3	3	2.1 - 4.4
32	Qatar	5,9	5	5.6 - 6.4	78	Chine	3,2	14	2.9 - 3.5
32	Taiwan	5,9	14	5.4 - 6.3	78	Maroc	3,2	8	2.8 - 3.6
32	Uruguay	5,9	6	5.6 - 6.4	78	Sénégal	3,2	6	2.8 - 3.6
36	Bahreïn	5,8	6	5.3 - 6.3	78	Sri Lanka	3,2	7	2.7 - 3.6
37	Chypre	5,7	5	5.3 - 6.0	78	Surinam	3,2	3	2.2 - 3.6
37	Jordanie	5,7	10	5.1 - 6.1	83	Liban	3,1	4	2.7 - 3.3
39	Malaisie	5,1	14	4.6 - 5.6	83	Rwanda	3,1	3	2.1 - 4.1
40	Hongrie	5,0	11	4.7 - 5.2	85	Rép. Dominicaine	3,0	6	2.5 - 3.6
40	Italie	5,0	9	4.6 - 5.4	85	Mongolie	3,0	4	2.4 - 3.6
40	Corée du Sud	5,0	12	4.6 - 5.3	85	Roumanie	3,0	11	2.6 - 3.5
43	Tunisie	4,9	7	4.4 - 5.6	88	Arménie	2,9	4	2.5 - 3.2
44	Lituanie	4,8	8	4.5 - 5.1	88	Bénin	2,9	5	2.1 - 4.0
45	Koweït	4,7	6	4.0 - 5.2	88	Bosnie-Herzégovine	2,9	6	2.7 - 3.1

Les scores de l'IPC pour 2005 ont été obtenus en combinant différentes enquêtes classant pour chaque pays. Ces enquêtes mesurent les perceptions du degré de corruption dans leur environnement par des personnes du monde des affaires et du commerce, ainsi que par les analystes. Les scores vont de 10 (très intègre) à 0 (très corrompu). «Nombre d'études utilisées» indique le nombre d'études utilisées pour établir le score d'un pays. Seize enquêtes et évaluations d'experts furent utilisées, et l'inclusion dans au moins trois d'entre elles était nécessaire pour qu'un pays soit classé dans l'IPC.

Rang	Pays	Score IPC en 2005	Nombre d'études utilisées	Intervalle de Confiance
88	Gabon	2,9	4	2.1 - 3.6
88	Inde	2,9	14	2.7 - 3.1
88	Iran	2,9	5	2.3 - 3.3
88	Mali	2,9	8	2.3 - 3.6
88	Moldavie	2,9	5	2.3 - 3.7
88	Tanzanie	2,9	8	2.6 - 3.1
97	Algérie	2,8	7	2.5 - 3.3
97	Argentine	2,8	10	2.5 - 3.1
97	Madagascar	2,8	5	1.9 - 3.7
97	Malawi	2,8	7	2.3 - 3.4
97	Mozambique	2,8	8	2.4 - 3.1
97	Serbie Monténégro	2,8	7	2.5 - 3.3
103	Gambie	2,7	7	2.3 - 3.1
103	Macédoine	2,7	7	2.4 - 3.2
103	Swaziland	2,7	3	2.0 - 3.1
103	Yémen	2,7	5	2.4 - 3.2
107	Biélorussie	2,6	5	1.9 - 3.8
107	Erythrée	2,6	3	1.7 - 3.5
107	Honduras	2,6	7	2.2 - 3.0
107	Kazakhstan	2,6	6	2.2 - 3.2
107	Nicaragua	2,6	7	2.4 - 2.8
107	Palestine	2,6	3	2.1 - 2.8
107	Ukraine	2,6	8	2.4 - 2.8
107	Viêtnam	2,6	10	2.3 - 2.9
107	Zambie	2,6	7	2.3 - 2.9
107	Zimbabwe	2,6	7	2.1 - 3.0
117	Afghanistan	2,5	3	1.6 - 3.2
117	Bolivie	2,5	6	2.3 - 2.9
117	Équateur	2,5	6	2.2 - 2.9
117	Guatemala	2,5	7	2.1 - 2.8
117	Guyana	2,5	3	2.0 - 2.7
117	Libye	2,5	4	2.0 - 3.0
117	Népal	2,5	4	1.9 - 3.0
117	Philippines	2,5	13	2.3 - 2.8
117	Ouganda	2,5	8	2.2 - 2.8
126	Albanie	2,4	3	2.1 - 2.7
126	Niger	2,4	4	2.2 - 2.6
126	Russie	2,4	12	2.3 - 2.6
126	Sierra Leone	2,4	3	2.1 - 2.7
130	Burundi	2,3	3	2.1 - 2.5
130	Cambodge	2,3	4	1.9 - 2.5
130	République du Congo	2,3	4	2.1 - 2.6
130	Géorgie	2,3	6	2.0 - 2.6
130	Kirghizstan	2,3	5	2.1 - 2.5
130	Papouasie Nouvelle-Guinée	2,3	4	1.9 - 2.6

Rang	Pays	Score IPC en 2005	Nombre d'études utilisées	Intervalle de Confiance
130	Venezuela	2,3	10	2.2 - 2.4
137	Azerbaïdjan	2,2	6	1.9 - 2.5
137	Cameroun	2,2	6	2.0 - 2.5
137	Éthiopie	2,2	8	2.0 - 2.5
137	Indonésie	2,2	13	2.1 - 2.5
137	Iraq	2,2	4	1.5 - 2.9
137	Libéria	2,2	3	2.1 - 2.3
137	Ouzbékistan	2,2	5	2.1 - 2.4
144	Rép. Démocratique du Congo	2,1	4	1.8 - 2.3
144	Kenya	2,1	8	1.8 - 2.4
144	Pakistan	2,1	7	1.7 - 2.6
144	Paraguay	2,1	7	1.9 - 2.3
144	Somalie	2,1	3	1.6 - 2.2
144	Soudan	2,1	5	1.9 - 2.2
144	Tadjikistan	2,1	5	1.9 - 2.4
151	Angola	2,0	5	1.8 - 2.1
152	Côte d'Ivoire	1,9	4	1.7 - 2.1
152	Guinée Equatoriale	1,9	3	1.6 - 2.1
152	Nigeria	1,9	9	1.7 - 2.0
155	Haïti	1,8	4	1.5 - 2.1
155	Myanmar	1,8	4	1.7 - 2.0
155	Turkménistan	1,8	4	1.7 - 2.0
158	Bangladesh	1,7	7	1.4 - 2.0
158	Tchad	1,7	6	1.3 - 2.1



«L'intervalle de confiance» reflète les variations potentielles du score du pays, selon les critères de mesure choisis. Statistiquement, cela veut dire qu'il y a 90% de chances que les données se situent dans cet intervalle. Cependant, particulièrement quand peu de données sont disponibles, une estimation non biaisée de la probabilité de couverture moyenne s'élève à moins de 90%; de 65.3% lorsqu'il y a seulement trois sources à 81.8% quand il y en a sept. Dans ses recherches sur l'IPC, TI bénéficie des conseils d'un groupe de spécialistes internationaux. Le travail statistique sur l'index a été coordonné par le professeur Graf Lambsdorff. Plus de détails sont disponibles à l'adresse suivante: www.transparency.org/surveys/index.html#pi

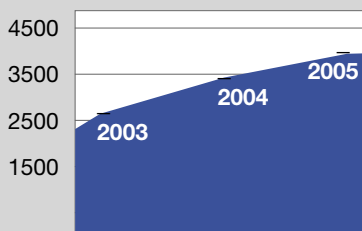


Photo: Thomas Grabka

4 Un Mouvement Mondial en Croissance

TI DANS LA PRESSE

Nombre de citations



Ces chiffres sont issus de recherches pour la mention de «Transparency International» portant sur la presse anglophone dans la base de données Lexis-Nexis.

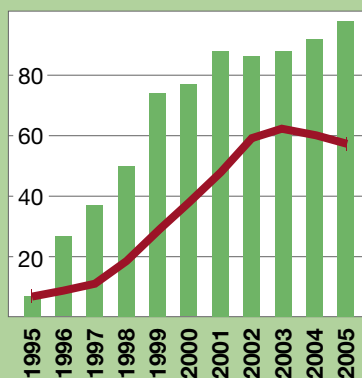
Une présence médiatique de plus en plus visible

Transparency International est une organisation dont l'impact médiatique est d'ordre mondial. Les informations obtenues par les sections nationales ainsi que les communiqués de presse du Secrétariat international, les statistiques, outils, enquêtes et indices de mesure sont repris par les médias dans le monde entier, du *New York Times* au *The New Straits Times*, *The East African Standard*, *Clarín*, *CNN*, *la BBC* et beaucoup d'autres.

« Grâce à des organisations comme Transparency International ... ceux qui perpétuaient le cycle infernal de la corruption sans scrupules sont maintenant menacés »

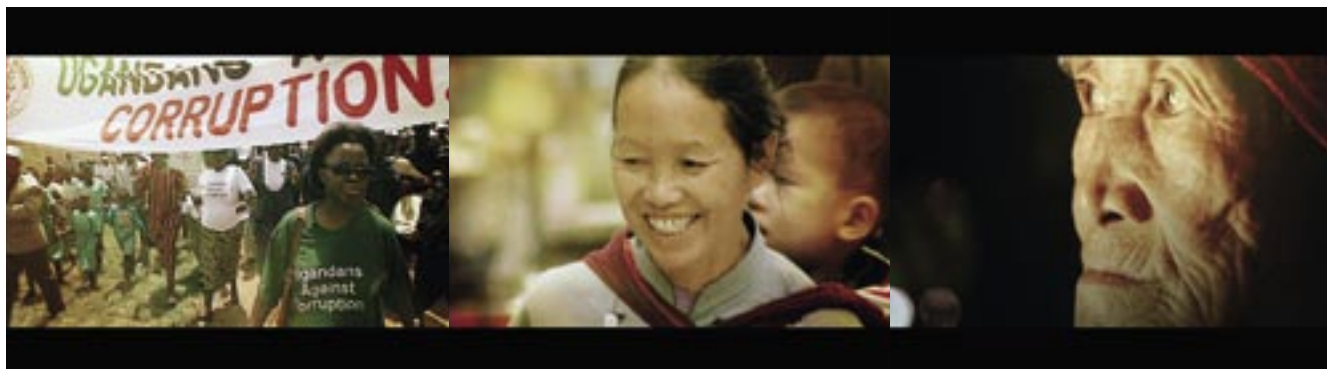
IPR Strategic Business Information Database

LE DÉVELOPPEMENT DE TI



■ Sections Nationales et Sections Nationales en Formation
■ Nombre d'employés du Secrétariat International

Que Transparency International ait réussi à placer la lutte contre la corruption au centre de la discussion publique autour du monde est reflété par le nombre croissant de sections nationales. En 1995, il n'existait que cinq sections nationales. En 2005, TI était présent dans près de 100 pays. Une politique de révision des accréditations régulière garantit la responsabilisation et l'intégrité des sections nationales et leur adhésion complète aux objectifs de mission et principes du mouvement mondial de lutte contre la corruption. Les sections nationales sont très autonomes, créées et administrées localement. Autour de la planète, ces organisations représentatives de la société civile sont au front de la lutte contre la corruption. Dans beaucoup de pays, TI est la seule organisation de la société civile travaillant exclusivement sur la lutte contre la corruption et la bonne gouvernance.



Photos: TI

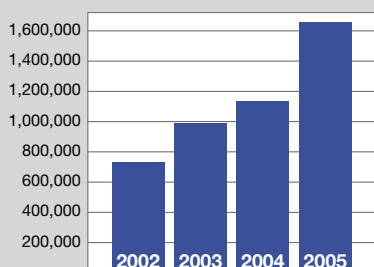
Publicité à la télévision

Le 9 décembre 2005, lors de la deuxième journée internationale contre la corruption, Transparency International a rendu public une campagne télévisée avec le slogan:

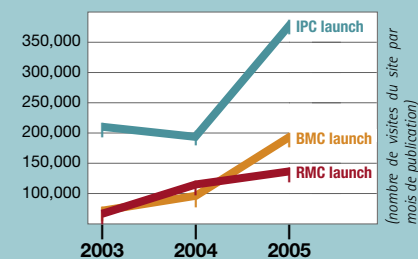
«Vous pensez que vous ne pouvez pas lutter contre la corruption? Pensez-y à deux fois!»

Cette campagne désavoue l'idée que la corruption est inévitable, et cherche à montrer comment la corruption dans les services publics, l'éducation et le secteur de la santé affecte la vie de tous. Elle rappelle aux téléspectateurs que la corruption n'est pas un crime sans victime. La campagne a été enregistrée en anglais, espagnol, arabe et chinois, et a été diffusée dans le monde entier sur des diffuseurs nationaux ou des réseaux internationaux comme CNN.

LA CROISSANCE DE L'AUDIENCE DU SITE INTERNET



VISITES DU SITE INTERNET À CHAQUE PUBLICATION D'INDICE



- IPC = Indice de perceptions de la corruption
- BMC = Baromètre mondial de la corruption
- RMC = Rapport mondial sur la corruption

www.transparency.org

Le Secrétariat International a relancé son site Internet, www.transparency.org, le jour de la journée internationale contre la corruption. Le nouveau site inclut toutes les ressources de TI en ligne, mais aussi de nouveaux outils d'information comme *In Focus*, un examen régulier de problèmes d'actualité liés à la lutte contre la corruption, ou comme les pages des priorités mondiales, et aussi des pages régionales offrant des informations utiles et à jour sur les activités de TI autour du monde. Cette réorganisation est notre réponse au besoin grandissant pour des informations facilement accessibles sur la corruption, et les moyens de la combattre.

Le site Internet de Transparency International continue à attirer une audience mondiale grandissante. En 2005, le site a reçu 1 660 000 visites, 138 000 en moyenne par mois. Chaque jour, 4 500 visiteurs visitent le site.



5 Prix de l'Intégrité de TI

INTÉGRITÉ n.f.

Vertu, qualité d'une personne qui est d'une probité incorruptible.
Synonyme: HONNÊTETÉ

D'après le décompte des recherches de mots en ligne, le Mot de l'année 2005 du dictionnaire Merriam-Webster était *intégrité*. Parmi les autres mots les plus recherchés: *réfugié*, *pandémie* et *tsunami*, termes tous liés d'une façon ou d'une autre à l'actualité de cette année. Mais le mot le plus recherché a été *intégrité*, un signe évident du niveau de préoccupation des citoyens envers les problèmes liés à la corruption et à l'éthique.

Pour Transparency International, bien entendu, intégrité est le mot de la décennie. Chaque année, TI célèbre le courage, la détermination et l'engagement altruiste d'individus et organisations qui luttent contre la corruption de par le monde, souvent à leurs propres risques et périls. Certains journalistes, activistes et dénonciateurs qui enquêtent et rendent public des scandales de corruption ont été récompensés par le Prix de l'intégrité depuis que le programme a commencé en 2000. En 2005, deux individus et une organisation ont été honorés.

Ces prix sont bien plus que symboliques. Dans certains pays, les Prix de l'intégrité ont conduit à un changement des lois nationales. Des anciens lauréats ont combattu les pratiques corrompues de l'industrie pharmaceutique, rendu public un scandale pétrolier dans l'armée, se sont attaqués à la corruption dans le système fiscal et introduit des réformes révolutionnaires de gestion du système judiciaire de leur pays. Pour visionner un film documentaire sur les lauréats, consultez la page suivante: ww1.transparency.org/media_files/shadow_stream.html

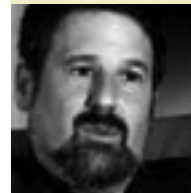
Récompensés en 2005



Abdou Latif Coulibaly

Abdou Latif Coulibaly, journaliste éminent, qui depuis dix ans se dévoue à la lutte contre la corruption a été nommé par le Forum Civil, section nationale de TI au **Sénégal**.

M. Coulibaly est directeur du premier groupe de presse privé au Sénégal et un contributeur très vocal à la lutte contre la corruption. Il a révélé d'importants scandales financiers, cas de détournement de fonds et irrégularités dans la passation de marchés publics. Après avoir publié en 2003 son livre sur les pratiques douteuses du gouvernement, il a subi de sérieuses pressions et menaces de mort.



The Movement for Quality Government (MQG)

Le «Movement for Quality Government» (mouvement pour un gouvernement de qualité) a été nommé par SHVIL **Israël**, section israélienne de TI. MQG est reconnue dans son pays comme la principale organisation surveillant le gouvernement et travaillant à sensibiliser le public en Israël au sujet de la corruption. Ce mouvement apolitique et indépendant continue de faire pression sur le gouvernement pour qu'il s'attaque aux problèmes sociaux et civiques en dépit des problèmes de sécurité du pays. MQG a contribué à l'instauration de principes d'administration publique solides et de qualité lorsqu'il a démasqué les accords de coalition secrets, ou exposé les dispositions financières reliées au budget annuel de l'état. Le prix a été accepté par Michael Partam (cf. la photo).



Khairiansyah Salman

Khairiansyah Salman, ancien commissaire aux comptes à l'Agence suprême d'audit (BPK), a été nommé par la section **indonésienne** de TI pour l'extraordinaire courage dont il a fait preuve en révélant publiquement le niveau de corruption à la Commission électorale indonésienne. Mr Salman a mis à jour un scandale de 2.1 millions de dollars au sein de la Commission électorale générale, qui impliquait la quasi-totalité de ses membres.

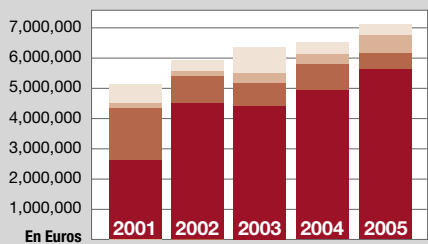
Mr Salman a cependant maintenant été officiellement accusé lui-même de corruption par le bureau du procureur. Il a par conséquent renvoyé son Prix de l'intégrité afin d'en préserver la réputation durant le cours des investigations, ainsi que celle de Transparency International. TI apprécie l'élégance de ce geste respectueux alors qu'il cherche à laver son nom.



6 Données Financières

Photo: Mike Lao

D'OÙ VIENT L'ARGENT?



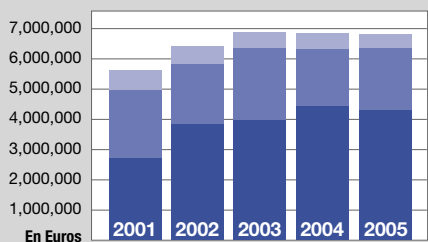
- Projets spéciaux et autres
- Secteur Privé
- Fondations
- Institutions gouvernementales

RECETTES

	2005	2004
Institutions gouvernementales	5.692	4.976
dont: financement de projets	3.105	2.871
Fondations	512	819
dont: financement de projets	512	782
Secteur Privé	523	325
Projets spéciaux et autres	341	380
RECETTES TOTALES	7.068	6.500

Les projets spéciaux incluent la participation de TI à la Conférence Internationale de Lutte contre la Corruption biennale.

OÙ VA L'ARGENT?

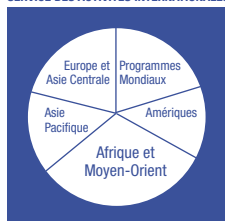


- Gouvernance & Soutien
- Service plaidoyer
- Service des activités internationales

SERVICE PLAIDOYER



SERVICE DES ACTIVITÉS INTERNATIONALES



DÉPENSES

	2005	2004
Service des activités internationales		
Programmes Mondiaux	782	745
Amériques	516	655
Afrique et Moyen-Orient	1.244	1.069
Asie Pacifique	621	365
Europe et Asie Centrale	814	1.324
	3.977	4.158
Service plaidoyer		
Politiques et Recherche	515	533
Communication	1.174	1.079
Projets spéciaux et autres	188	101
	1.877	1.713
Gouvernance & Soutien	442	477
	6.296	6.348
Réserves prédéterminées	772	152
DÉPENSES TOTALES	7.068	6.500

Transparency International e.V. (TI) est une association à but non lucratif enregistrée à Berlin, en Allemagne. Conformément à sa charte, TI se dédie uniquement à des objectifs charitables et est exempté d'impôts. Les comptes audités de TI sont disponibles sur son site Internet: www.transparency.org

Nous exprimons toute notre nommés ci-dessous, dont le travail possible en 2005

Gouvernements, Organisations de développement et Fondations

Plus de 200 000 Euros

Agence Australienne du Développement International (AusAID)
 Agence Canadienne du Développement International (CIDA)
 Ministère de la Coopération et de Développement du Royaume Uni (DFID)
 Commission Européenne
 Ministère des Affaires Etrangères et du Commonwealth, Royaume-Uni (FCO)
 Ministère Allemand de la Coopération Economique et du Développement (BMZ)
 Ministère des Affaires Etrangères de Finlande
 Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas
 Agence Norvégienne pour le Développement International (NORAD)
 Ministère Royal Danois des Affaires Etrangères (DANIDA)
 Agence Suédoise pour la Coopération au Développement (SIDA)
 Direction Suisse du Développement et de la Coopération (SDC)

Entre 50 000 et 200 000 Euros

Groupe AVINA, Suisse
 Institut Christian Michelsen (CMI), Norvège
 Office des Affaires Etrangères, Allemagne
 Fondation Ford, Etats-Unis
 Gouvernement du Guatemala
 Irish AID (organisation de coopération pour le développement de l'Irlande)
 Fondation OSI Développement, Suisse
 Agence des Etats-Unis pour le Développement International (USAID)

Entre 10 000 et 50 000 Euros

Banque Européenne d'Investissement (BEI)
 Coopération Technique Allemande, Allemagne GTZ)
 Fondation Starr, Etats-Unis
 Fondation Tinker, Etats-Unis
 Université de Tsinghua, Chine
 Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
 Fondation des Nations Unies

Veillez consulter les comptes audités 2005 pour une liste détaillée des contributions à TI. Les titres de chaque catégorie correspondent aux montants enregistrés comme revenu dans le rapport financier 2005.



Photo: SXC

**Merci
beaucoup
pour votre
contribution**

gratitude aux partenaires soutien a rendu notre

Secteur Privé

TI remercie les participants à l'Initiative des multinationales en faveur de la transparence internationale (GCTI) pour leurs contributions généreuses à notre action: Anglo American, Exxon, General Electric, Lafarge, Merck, Nexen, Norsk Hydro, SAP, Shell, Sovereign Global Development, UBS.

Les sociétés participant à cette initiative contribuent généralement 50 000 euros par an à Transparency International.

TI remercie également les généreuses contributions de SAP et Sovereign Global Development à nos projets, au delà de leur engagement au sein de l'initiative GCTI.

Participants aux projets du secteur privé

ABB, Amanco, Bombardier, BP, Calvert, Consolidated Contractors, F&C Asset Management, Fluor Corporation, Halcrow, Hilti, Hochtief, International Federation of Inspection Agencies, ISIS, Merck, Motorola, Norsk Hydro, Pfizer, PricewaterhouseCoopers, Rio Tinto, SGS, Sika, Skanska, SNC Lavalin, TRACE.

Individus et autres donateurs

TI apprécie très sincèrement les contributions généreuses de : William F. Biggs Etats-Unis, Hartmut Fischer, Allemagne, Arnesto Goncalves Segredo, Pays-Bas, Basel Institute on Governance, Center for International Private Enterprise (CIPE), Etats-Unis, Deutsche Investitions- und Entwicklungsgesellschaft (DEG), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), la fondation Pro Victimis, Suisse, Gesamtverband Kommunikationsagenturen (GWA), Allemagne, IHK Frankfurt, Allemagne, KPMG, Lahmeyer International, Ministère des Affaires étrangères, Norvege, Ministère des Affaires étrangères et du commerce de Nouvelle-Zélande, NZAID, Partners of the Americas, l'Institut international de l'eau de Stockholm, la Banque mondiale.

Transparency International exprime sa gratitude la plus sincère aux nombreux individus et organisations qui ont donné des sommes s'élevant jusqu'à 1000 euros en 2005.

Le Secrétariat tient également à remercier la section allemande de TI pour sa participation généreuse à ses activités.

Transparency International voudrait enfin remercier le cabinet d'avocats Covington and Burling pour sa générosité en nous offrant son assistance légale pro bono.

Faire un don

Le soutien que TI reçoit de contributeurs individuels est très important. Si vous voulez exprimer votre soutien au mouvement international de lutte contre la corruption, vous pouvez envoyer vos contributions à TI par carte de crédit ou transfert bancaire.

EN LIGNE

Effectuez une donation à TI en ligne en utilisant votre carte Visa ou Mastercard. Référez-vous à notre page web sécurisée consacrée aux donations:

www.transparency.org/donate

TRANSFERT BANCAIRE

Si vous décidez d'envoyer votre contribution à TI sous forme de transfert bancaire, vous aurez besoin des informations ci-dessous:

Donations en Euros

Numéro de compte: 09 33 21 45 00

Donations en Dollars américains

Numéro de compte: 09 33 21 45 00 / 400

Donations en Livres Sterling

Numéro de compte: 09 33 21 45 00 / 006

Titulaire du compte

Transparency International e. V.

Nom de l'institut bancaire: Dresdner Bank AG

Code bancaire: 100 800 00

Code SWIFT: DRES DE BB

IBAN: DE64 1008 0000 0933 2145 00

Adresse de la Banque:

Pariser Platz 6, 10117 Berlin

Si vous voulez évoquer avec nous la possibilité d'effectuer une contribution à TI d'un autre type, tel que des actions ou un don à notre «Fonds de dotation», veuillez contacter:

Patrick Mahassen Directeur des Ressources

Telephone: +49 30 3438 2039

E-mail: pmahassen@transparency.org

Contactez les sections nationales de Transparency International de A à C

Afrique du Sud Section nationale

Transparency South Africa
114 Rissik Street
Braamfontein, 2017
Johannesburg, Afrique du Sud
Mr Hassen Lorgat
Téléphone + 27 11 403 7746
Fax + 27 11 403 4966
hlorgat@sangoco.org.za

Algérie Section nationale en formation

Association Algérienne
de Lutte contre la corruption
Centre Familial de Ben Aknoun
16 Alger, Algérie
aaccalgerie@yahoo.fr

Allemagne Section nationale

Transparency International Deutschland
Alte Schönhauser Str. 44
10119 Berlin, Allemagne

Dr Hansjörg Elshorst, Président
Ms Dagmar Schröder, Directrice générale
Téléphone + 49 30 549 898 0
Fax + 49 30 5498 9822
office@transparency.de
www.transparency.de

Argentine Section nationale

Poder Ciudadano, Piedras 547 „2“
Buenos Aires 1070AAJ, Argentine
Mr Carlos José María Facal, Président
Mme Pilar Arcidiacono
Téléphone/Fax + 54 11 4331 4925
fundacion@poderciudadano.org
www.poderciudadano.org

Arménie Section nationale

Center for Regional Development/
Transparency International Armenia
5 Nalbandyan Str., Rooms 35, 36
Yerevan, 0010, Arménie
Mme Amalia Kostanyan, Mme Sona Ayvazya
Téléphone + 374 1 585 578
+ 374 1 526 914
Fax + 374 1 585 578
crd@transparency.am
www.transparency.am

Australie Section nationale

Transparency International Australia
P.O. Box 41, Blackburn South
VIC 3130, Australie
Mr Michael Ahrens
Téléphone/Fax + 61 29389 5930
tiaz@transparency.org.au
www.transparency.org.au

Autorité Palestinienne

Section nationale
The Coalition for Accountability
and Integrity – AMAN
P.O. Box 69647, Jerusalem 95908
Dr Azmi Al Shuaibi, Coordinateur général
Mr Isam Hasan, Chef de bureau
Téléphone + 972 2 989506
Fax + 972 2 2989492
aman@aman-palestine.org
www.aman-palestine.org

Autriche Section nationale

c/o Dallmann & Juranek
Gushausstrasse 2
1040 Wien, Autriche
Dr Eva Geiblinger, Présidente
Dr Armin Dallmann, Membre du conseil
d'administration
Téléphone + 43 0 150 441 42
office@dallmann.cc

Azerbaïdjan Section nationale

Transparency Azerbaijan
J. Jabbarli Street 16, flat 7
Baku 370 065, Azerbaïdjan
Mme Rena Safaraliev, Directrice générale
Téléphone + 994 12 418 11 09
Téléphone/Fax + 994 12 499 20 38
rena@transparency-az.org
transpaz@azeronline.com
www.transparency-az.org/

Bahreïn Section nationale en formation

Bahrain Transparency Society (BTS)
PO Box 30174, Duraz, Bahreïn
Dr Jasim Al-Ajmi
Téléphone + 973 3 9444 284
nawaf1@batelco.com.bh

Bangladesh Section nationale

Transparency International Bangladesh
Progress Tower (5th & 6th floors)
House # 1 Road # 23, Gulshan-1
Dhaka-1212, Bangladesh
Mr Iftekhar Zaman, Directeur général
Téléphone/Fax + 880 2 988 4811
Téléphone + 880 2 882 6036
edtib@ti-bangladesh.org
www.ti-bangladesh.org

Belgique Section nationale

Transparency International Belgium
c/o Willie Farr & Gallagher
Av. Louise 480 3b, 1050 Bruxelles, Belgique
Mr Francois Vincke,
Membre du conseil d'administration
(manager)
Mme Nanyi Kaluma,
Membre du conseil d'administration
(trésorière)
Téléphone + 32 2 290 1820
Fax + 32 2 290 1821
TI.Brussels@skynet.be

Bénin Section nationale

Transparency International Benin
08 BP 230
Tri Postal, Cotonou, Bénin
Mr Adrien Ahanhanzo Glele
Téléphone + 229 32 4293
Fax + 229 34 1277

Bosnie-Herzégovine

Section nationale
Transparency International
Bosnia and Herzegovina
Gajeva 2, 78000 Banja Luka, RS
Bosnie-Herzégovine
Mr Boris Divjak,
membre du conseil d'administration
Mme Aleksandra Martinovic,
Directrice générale
info@ti-bih.org
www.ti-bih.org

Botswana Section nationale

Transparency International Botswana
(TIBOT)
UNI-Span Building, Lot 54,
Gaborone International
Commerce Park, Gaborone, Botswana
Téléphone/Fax: + 267 391 97 44
banamosupi@it.bw

Brésil Section nationale

Transparencia Brasil
Rula Francisco Leitao 339,
cj. 122, 05414-025 Sao Paulo (SP), Brésil
Mr Cláudio Weber Abramo,
Directeur général
Téléphone/Fax + 55 11 3062 3436
+ 55 11 3062 3475
tbrasil@transparencia.org.br
www.transparencia.org.br

Bulgarie Section nationale

Transparency International Bulgaria
3 Bistriza Str., 4th Floor
Sofia 1000, Bulgarie
Dr Ognyan Minchev
Mme Diana Kovatcheva,
Directrice générale
Téléphone + 359 2 986 7920
Fax + 359 2 986 7713
mbox@transparency-bg.org
www.transparency-bg.org

Burkina Faso Contact national

Adressez-vous au Secrétariat International
de TI pour obtenir les informations sur la
section du Burkina Faso

Burundi Contact officiel

ABUCO
Avenue du 28 Novembre No 4611/C
Bujumbura, Burundi
Mr Nestor Bikirimana
Téléphone + 257 237 686
+ 257 97 0555
abuco@onatel.bi

Cambodge Section nationale en formation

Center for Social Development
P.O. Box 1346, Phnom Penh, Cambodge
Mr Veasna Heav
Téléphone + 855 2336 4735
Fax + 855 2336 4736
csd@online.com.kh

Cameroun Section nationale en formation

TI Cameroon, BP 307, Rue de Narvick,
Yaounde, Cameroun
Mr James Nfokolong
Téléphone + 237 222 45 05
Fax + 237 223 95 51
ticameroon@yahoo.fr

Canada Section nationale

Transparency International Canada
c/o Business Ethics Office
Room N211, SSB
York University, 4700 Keele Street
Toronto, Ontario M3J 1P3, Canada
Mme Clare Bonnell, Présidente
Mme Bronwyn Best, Coordinatrice
nationale
Téléphone + 1 416 488 3939
Fax + 1 416 483 5128
heiwa@attglobal.net

ti-can@transparency.ca
www.transparency.ca

Chile Section nationale

Corporacion Chile Transparente
Chile Transparente
Av. Providencia 337 oficina 7 segundo piso
Providencia, Santiago, Chile
Mr Davor Harasic, Président
Téléphone + 56 2 6 96 24 55
Fax + 56 2 6 71 13 57
davorharasic@chiletransparente.cl
www.chiletransparente.cl

Chine Contact national

Anti Corruption and Governance
Research Center
School of Public Policy and Management
Tsinghua University, Beijing 100084, Chine
Téléphone/Fax: + 86 10 6277 2999
chengwenhao@tsinghua.edu.cn

Colombie Section nationale

Transparencia por Colombia
Calle 92 No. 16-30, Piso 5, Bogota D.C.,
Colombie
Mme Margareth Flórez, Directrice générale
Téléphone + 57 1 622 6562
Fax + 57 1 531 1114
transparencia@transparenciacolombia.org.co
www.transparenciacolombia.org.co

Corée du Sud Section nationale

Transparency International – Corée du Sud
209 Naengcheon-Dong, Seodaemun-Gu,
Seoul 120-050, Corée du Sud
Évêque Chairperson,
Président du conseil d'administration
Téléphone + 82 2 393 6211
Fax + 82 2 393 6212
ti@ti.or.kr
Mr Geo-Sung Kim, Conseil d'administration
Téléphone + 82 2 739 2260
Fax + 82 2 739 2270
gs@ti.or.kr
www.ti.or.kr

Costa Rica Section nationale en formation

Transparencia Costa Rica
Avenidas O y 8, Calle 33, Apt. 1487-1002
San Jose, Costa Rica
Ms Roxana Salazar, Présidente
Téléphone + 506 253 5027
Fax + 506 296 1986
transparencia@racsca.cr
www.transparenciacr.org

Croatie Section nationale en formation

TI Croatia (TI Hrvatska)
Mrazoviceva 9, 10 000 Zagreb, Croatie
Mme Violeta Liovic, Directrice générale
Mr Zorislav Antun Petrovic, Président
Téléphone + 385 1 4871 560
Téléphone/Fax + 385 1 4871 561
ti-croatia@transparency.hr
www.transparency.hr

Czech Republic Section nationale

Transparency International Czech Republic
Politických veznu 8
11000 Prague 8, Czech Republic
Ms Adriana Krnacova, Executive Director
krnacova@transparency.cz

Contactez les sections nationales de Transparency International de D à L

Téléphone + 420 224 240 8957
 info@transparency.cz
 www.transparency.cz

executiveofficer@transparencyfiji.org
 www.transparencyfiji.org

Danemark Section nationale

Transparency International Denmark
 Vendersgade 22, KAELDER
 DK-1363 Kobenhavn K, Danemark

Mr Torben Ishøy, Président
 sekretariatet@transparency.dk
 Mr Jens Berthelsen, Vice-président
 Téléphone + 49 60 89 95 69
 jberthelsen@transparency.dk
 www.transparency.dk

Equateur Section nationale

Corporación Latinoamericana para el desarrollo, Vivanco, P.O. Box 17-12-00609
 Quito, Équateur

Mr. Cristhian Bahamonde, Dir. général
 Téléphone + 593 22 468 227
 + 593 22 259 031
 + 593 22 468 212
 Fax + 593 22 468 229
 cld@cld.org.ec
 www.cld.org.ec

Espagne Section nationale en formation

Transparency International España
 Fundación José Ortega y Gasset
 Calle Fortuny, 53, 28010 Madrid, Espagne

Mr Jesús Lizcano, Président
 Téléphone + 34 91 700 41 05
 Fax + 34 91 365 51 69
 transparency.spain@transparencia.org.es
 www.transparencia.org.es

Estonie Contact national

Society "Corruption-free Estonia"
 c/o Jaan Tõnisson Institute
 Pärnu mnt 67, 10135 Tallinn, Estonie

Mr Agu Laius, Directeur général
 Téléphone + 372 50 82 997
 agu.laius@lepe.ee

Etats-Unis Section nationale

Transparency International USA
 1023 15th Street, NW
 Suite 300, Washington, DC 20005,
 Etats-Unis

Mr Alan Larson, Président
 Mme Nancy Boswell,
 Directrice de la gestion
 Téléphone + 1 202 589 1616
 Fax + 1 202 589 1512
 transparency@transparency-usa.org
 www.transparency-usa.org

Ethiopie Contact national

TIRAT
 Media and Communications Centre (MCC)
 Addis Ababa, Éthiopie

Mr Amare Aregawi
 Téléphone + 251 1 43 1506
 + 251 1 421 517
 amarearegawi@hotmail.com
 mcc@telecom.net.et

Îles Fidji Section nationale

Transparency International Fiji
 G.P.O. Box 12642, Suva, Îles Fidji

Mr Apenisa Naigulevu, Directeur général
 Téléphone + 679 338 0336
 Fax + 679 338 0986

Île Maurice Section nationale

Transparency Mauritius
 Suite 401, Chancery House
 Lislet Geoffroy street
 Port Louis, Île Maurice

Mr Yaaseen Hansrod
 Téléphone + 230 213 07 95
 transparency@intnet.mu
 www.transparencymauritius.intnet.mu

Îles Salomon

Section nationale en formation
 Transparency Solomon Islands
 PO Box 1665,
 Honiara, Îles Salomon

Mr Paul Roughan, Président
 Téléphone/Fax +677-28319
 transparency.si@gmail.com

Finlande Section nationale en formation

c/o Mustanoja Consulting Oy
 Hiiralantie 11, 02160 Espoo, Finlande

Dr Antti Pihlajamäki, Président
 Téléphone + 358 9 455 91391
 info@transparency.fi

France Section nationale

Transparence-International France
 Immeuble KPMG
 18 bis rue de Villiers, 92 300 Levallois,
 France

Mr Daniel Lebègue, Président
 Téléphone + 33 1 47 58 82 08
 transparence@online.fr
 www.transparence-france.org

Géorgie Section nationale

Transparency International Georgia
 26, Rustaveli Ave
 0108, Tbilisi, Géorgie

Mr Mark Mullen, Président
 Téléphone + 995 32 92 14 03
 + 995 32 93 21 29
 + 995 32 99 93 35
 Fax + 995 32 92 14 03
 info@transparency.ge
 www.transparency.ge

Ghana Section nationale

Ghana Integrity Initiative
 P.O. Box LG 404 Legon, Accra, Ghana

Mr Daniel Batidam, Secrétaire général
 Téléphone + 233 21 782 364
 Fax + 233 21 782 365
 gii@ghanatel.com.gh

Grèce Section nationale

Transparency International Greece/Diethnis
 Diafancia-Hellas
 5-7, Efroniou St., 11634 Athens, Grèce

Mme Virginia Tsouderas, Présidente
 Téléphone + 30 210 722 4940
 Fax + 30 210 722 4947
 tihellas@otenet.gr
 www.transparency.gr

Guatemala

Section nationale en formation
 Acción Ciudadana
 Avenida La Reforma 12-01, Zona 10
 Edificio Reforma Montúfar, Nivel 17
 Ciudad de Guatemala C.A. 01010
 Guatemala

Mr Manfredo Marroquín,
 Directeur général
 Téléphone + 502 331 7566
 Fax + 502 331 7576
 acciongt@intelnet.net.gt
 www.accionciudadana.org.gt

Guinea Section nationale

Association Guineene pour la transparence

Mr Mamadou Taran Diallo
 Téléphone + 224 11 254 195
 mtaran2@yahoo.fr

Haïti Section nationale

La Fondation Héritage pour Haïti (LFHH)
 Le Centre pour l'Éthique et l'Intégrité
 Publique et Privée

Boîte Postale 16136
 Petion Ville, Haïti HT 6140, West Indies
 Ms Marilyn Allien
 Téléphone/Fax + 509-513 7089
 marilynallien@yahoo.com
 heritagehaiti@yahoo.com

Inde Section nationale

Transparency International India
 Balwantray Mehta Vidya Bhawan-ASMA,
 G. K. Part II, New Delhi 48, Inde

Dr S. K. Agarwal
 Téléphone + 91 11 2922 4519
 Fax + 91 11 2646 8025
 tiindia@gmail.com
 www.tiindia.in

Indonésie Section nationale

Transparency International Indonesia
 Jalan Tudolog Bawah C2
 Jakarta 12190, Indonésie

Mr Rezki Wibowo, Directeur général adjoint
 Téléphone + 62 21 527 8435
 + 62 21 527 8437
 + 62 21 527 8516
 Fax + 62 21 573 6428
 rwibowo@ti.or.id
 www.ti.or.id

Irlande Section nationale en formation

School of Business, Trinity College
 University of Dublin, Dublin 2, Irlande

Mr John Devitt, PDG par intérim
 Téléphone + 353 16 08 37 05
 info@transparency.ie
 www.transparency.ie

Israël Section nationale

SHVIL – Transparency International (TI)
 Tel Aviv University, Faculty of Management
 Tel Aviv 69978, Israël

Mme Susanne Tam, PDG
 Téléphone/Fax + 972 3 640 9176
 shvil@ti-israel.org
 secretariat@ti-israel.org
 www.ti-israel.org

Italie Section nationale

Transparency International Italia
 Via Zamagna 19, 20148 Milano, Italie

Mme Maria Teresa Brassiolo, Présidente
 Téléphone + 39 02 4009 3560
 Fax + 39 02 406829
 info@transparency.it
 www.transparency.it/

Japon Section nationale

Transparency International Japan
 10-1, San-ei-cho, Shinjuku-ku,
 Tokyo 160-0008, Hashizume Bdg. 2F, Japon

Mr Tatsuro Kuroda, Directeur général
 Téléphone + 81 3 5368 1691
 Fax + 81 3 5368 1692
 information@ti-j.org
 www.ti-j.org

Jordanie Section nationale en formation

P.O. Box 81545, Amman, Jordanie

Mr Basem Sakijha
 Téléphone + 962 6 465 6682
 Fax + 962 6 55 27 592
 basem@nol.com.jo

Kazakhstan Section nationale

Transparency Kazakhstan
 c/o Civic Foundation „Interlegal”
 83 Gagarin Ave., Office 13
 480009 Almaty, Kazakhstan

Mr Sergey Zlotnikov, Directeur
 Téléphone/Fax + 7 3272 775 150
 transparency.kz@nursat.kz
 legal@lic.almaty.kz
 www.transparencykazakhstan.org

Kenya Section nationale

Transparency International – Kenya
 PO Box 198, 00200 City Square
 Nairobi, Kenya

Téléphone + 254 20 72 77 63 / 65
 + 254 2 72 95 30
 transparency@tikenya.org
 www.tikenya.org

Kirghizstan Section nationale en formation

Future without Corruption / TI Kyrgyzstan
 Molodaya Gvardia 27, Floor 3,
 Bishkek, République Kyrgyze

Ms Aigul Akmatjanova, Directrice générale
 Téléphone/Fax + 996 312 65-59-21
 Cellulaire + 996 50 23 40263
 fwc-ti@elcat.kg

Lettonie Section nationale

TI-Latvia DELNA,
 Bruņinieku iela 27 – 38
 LV1001 Riga, Lettonie

Mr Roberts Putnis, Président
 Téléphone + 371 7285585
 Fax + 371 7285584
 TI@delna.lv

Contactez les sections nationales de Transparency International de L à R

Liban Section nationale

The Lebanese Transparency Association
Bank El-Rif Square, Baaklini Center,
4th Floor
P.O. Box 50-552, Ain El Remmaneh, Baabda
Liban
Téléphone + 961 1 293 045
+ 961 1 282 238
Fax + 961 1 490 375
info@transparency-lebanon.org
www.transparency-lebanon.org

Lituanie Section nationale

Transparency International Lithuania
Didziojistr. 5-311
01128 Vilnius, Lituanie
Mr Rytis Juozapavicius, Directeur exécutif
Téléphone + 370 5 212 6951
Fax + 370 5 212 1687
rytis@transparency.lt
www.transparency.lt

Macédoine

Section nationale en formation
TI Macedonia
Naum Naumovski Borce No 58
1000 Skopje
Ancienne République Yougoslave de
Macédoine
Ms Slagjana Taseva, Directrice générale
Mr Zoran Jachev, Président
Téléphone/Fax + 389 2 3217000
jachev@transparency.org.mk

Madagascar Section nationale

Transparency International –
Initiative Madagascar
Lot II M 98 B (2e étage) – Antsakaviro
101 Antananarivo, Madagascar
Mrs Yveline Rakotondramboa, Présidente
Téléphone + 261 20 226 5357
transparency.mg@wanadoo.mg

Malaisie Section nationale

The Malaysian Society for Transparency &
Integrity (TI Malaysia)
Level 27, Wisma Tun Sambathan
Jalan Sultan Sulaiman
50000 Kuala Lumpur, Malaisie
Téléphone + 603 2273 8581
Fax + 603 2711 8917
admin@transparency.org.my
www.transparency.org.my

Maroc Section nationale

Transparency Maroc
24 et 26 Bd de Khouribga
Casablanca 20 000, Maroc
Mr Azeddine Akesbi, Secrétaire général
Téléphone + 212 22 542 699
Fax + 212 22 451 391
transparency@menara.ma
www.transparencymaroc.org

Mexique Section nationale

Transparencia Mexicana
Dulce Olívia 73
Colonia Villa Coyoacán
México, DF, 04000, Mexique
Mr Federico Reyes Heróles, Président
Mr Eduardo A. Bohórquez,
Directeur
Téléphone/Fax + 52 55 5659 4714
info@tm.org.mx
www.tm.org.mx

Moldavie Section nationale

Transparency International – Moldova
31-August Str, office 204
MD-2004, Chisinau, Moldavie
Ms Lilia Carasciuc, Directrice générale
Téléphone + 373 22 203 485
Fax + 373 22 237 876
office@transparency.md
www.transparency.md

Mongolie Section nationale en formation

TI Mongolia
Erhu str, 5, Democratic Union building, #6
Ulan Bator, Mongolie
Mr Sumati Luvsandende, Président
Téléphone + 976 11 35 05 43
sumati@santmaral.mn
ti-mongolia@magicnet.mn

Népal Section nationale

Transparency International Nepal
P.O. Box 11486, New Plaza Putalisadak
Kathmandu, Népal
Mr Ashish Thapa
Téléphone + 977 1 436 462
Fax + 977 1 4420 412
trans@tinepal.org
www.tinepal.org

Nouvelle-Zélande Section nationale

Transparency International New Zealand
PO Box 5248, Lambton Quay
Wellington, Nouvelle-Zélande
Mr Shane Cave, Directeur général
Téléphone + 64 4 475 6109
+ 64 4 905 7928
Fax + 64 4 475 6108
tinz@paradise.net.nz

Nicaragua Section nationale en formation

Grupo Cívico Ética y Transparencia
Planes de Altamira del Casino Pharaos 2.c.
abajo, 75 vrs. Al lago, Casa No. 16
Managua, Nicaragua
Mr Roberto Courtney, Directeur général
eyt@ibw.com.ni
www.eyt.org.ni

Niger Section nationale

Association Nigérienne
de lutte contre la Corruption
ANLC, BP 10423, Niamey, Niger
Mrs Aissata Bagnan Fall, Président
Téléphone + 227 733 181
Fax + 227 740 461
anlc-ti@intnet.ne

Nigeria Section nationale

Transparency In Nigeria
Plot 1269 Arthur Unege,
Area 11 GARKI, Suite No. 206 Second Floor,
Abuja / Nigeria
Mr H. Asobie, Président
Téléphone + 234 9 3149355/6
tinnigeria@yahoo.com

Norvège Section nationale

Transparency International Norway
Postal: PO Box 1385, Vika, 0114 Oslo,
Norvège
Adresse Physique: Dronning Maudsgt. 15,
6. etg, Inngang i Eksportfinans-bygget
Mr Jan Borgen, Directeur national
jborgen2@online.no
Mme Gro Skaaren-Fystrø,
Conseillère spéciale
gskaaren@online.no
Téléphone + 47 2283 4800
Fax + 47 2201 2202
www.transparency.no

Ouganda Section nationale

Transparency Uganda
P.O. Box 24335, Dewinton Road,
Kampala, Ouganda
Mr Charles Mubbale
Téléphone + 256 41 25 58 36
Fax + 256 41 23 60 50
mubbale@transparencyuganda.org

Pakistan Section nationale

Transparency International Pakistan
5-C, 2nd Floor,
Khayaban-e-Ittehad,
Phase VII, D.H.A., Karachi, Pakistan
Mr Syed Adil Gilani, Vice-président et PDG
Téléphone + 92 21 580 3518
Fax + 92 21 455 9152
adil.gilani@gmail.com
www.transparency.org.pk

Panama Section nationale

Fundación para la Libertad Ciudadana
Urbanización Nuevo Paitilla, Calle 59,
Casa #25
810-266 Ciudad de Panamá 10, Panama
Mr Roberto Eisenmann Jr, Président
Ms Angélica Maytin Justiniani,
Directrice générale
Téléphone + 595 223 4120
+ 595 223 4122
+ 595 223 4124
Fax + 595 223 4125
tipanama@cableonda.net
www.liberdadciudadana.org

Papouasie Nouvelle-Guinée

Section nationale
Transparency International
Papua New Guinea, P.O. Box 591
Port Moresby, Papouasie Nouvelle-Guinée
Mr Michael Manning
Téléphone + 675 320 2188
Fax + 675 320 2189
tipng@daltron.com.pg
www.transparencypng.org.pg

Paraguay Section nationale

Transparencia Paraguaya
Defensa Nacional 849 c/ Padre Cardozo
3er. Piso, Ofic. 12, Asunción, Paraguay
Ms Maria del Pilar Callizo, Présidente
Téléphone/Fax + 595 21 228 194
transpar@telesurf.com.py
www.transparencia.org.py

Pays-Bas

Section nationale en formation
TI Netherlands
Erasmus University Rotterdam
Faculty of Law, P.O. Box 1738
3000 DR Rotterdam
Room L6-20, Pays-Bas
Mr Paul Verloop,
Membre du conseil d'administration
Téléphone + 31 10 408 1535
Fax + 31 10 408 9195
verloop@law.eur.nl
www.transparency.nl

Pérou Section nationale

Proética
Consejo Nacional para la Ética Pública
Manco Cápac 826
Miraflores, Lima 18, Pérou
Mrs Cecilia Blondet, Directrice générale
Téléphone + 511 446 8589
Fax + 511 446 8581
cblondet@proetica.org.pe
www.proetica.org.pe

Philippines Section nationale

Transparency International Philippines
2nd Floor, UP WILOCI Bldg.
Manila Lions Road, Arroceros St.
Manila 1000, Philippines
Ms Dolores Español, Présidente
Téléphone + 63 2 527 0573
Fax + 63 2 871 9752
judgedle@info.com.ph
www.ti-ph.tripod.com

Pologne Section nationale

TI-Poland
ul. Ordynacka 9, lok. 33
00-364 Warsaw, Pologne
Ms Malgorzata Brennek, Présidente
Téléphone + 48 22 828 9244
Fax + 48 22 828 9243
ti@transparency.pl
www.transparency.pl

République Dominicaine

Contact national
Participación Ciudadana
Calle Wenceslao Alvarez No. 8
Santo Domingo, République Dominicaine
Mr Isidoro Santana, Coordinateur
Téléphone + 809 685 6200
Fax + 809 685 6631
i.santana@pciudadana.com
p.ciudadana@verizon.net.do
www.pciudadana.com

République Tchèque Section nationale

Transparency International Czech Republic
Politických veznu 8
11000 Prague 8, République Tchèque
Mme Adriana Krnacova, Directrice générale
Téléphone + 420 224 240 8957
krnacova@transparency.cz
info@transparency.cz
www.transparency.cz

Contactez les sections nationales de Transparency International de R à Z

Roumanie Section nationale

Asociația Română pentru Transparență /
Transparency International Romania
Str. N. Balcescu, nr 21, etaj 2,
Sector 1 Bucharest, Roumanie
Mr Victor Alistar, Directeur général
Téléphone + 40 21 317 7170
Fax + 40 21 317 7172
office@transparency.org.ro
www.transparency.org.ro

Royaume-Uni Section nationale

Transparency International UK
3rd Floor, Downstream Building
1 London Bridge
London SE1 9BG, Royaume-Uni
Mr Laurence Cockcroft, Président
Mr Chandrashekar Krishnan,
Directeur général
chandrashekar.krishnan
@transparency.org.uk
Téléphone + 44 20 7785 6356
+ 44 20 7785 6355
info@transparency.org.uk
www.transparency.org.uk

Russie Section nationale

Transparency International Russia
Nikoloyamskaya ul. 1
109189 Moscou, Russie
Mme Elena Panfilova, Directrice
Téléphone/Fax + 7 095 915 0019
info@transparency.org.ru
www.transparency.org.ru

Sénégal Section nationale

Forum Civil
40, Avenue El Hadji Malick Sy
B.P. 28.554, Dakar, Sénégal
Mr Mouhamadou Mbodj
Téléphone + 221 842 40 44
+ 221 842 45 56
forumcivil@sentoo.sn
www.forumcivil.sn

Serbie Monténégro

Section nationale
Transparency Serbia /
Transparentnost Srbija
Ulica 29. novembra. 36/1
11000 Beograd, Serbie
ts@transparentnost.org.yu
www.transparentnost.org.yu

Sierra Leone Section nationale

National Accountability Group (NAG)
P.O. Box 1312. 18 Dundas Street, Freetown,
Sierra Leone, Afrique de l'Ouest
Mme Zainab Hawa Bangura,
Directrice générale
Téléphone + 232 22 240995
Fax + 232 22 241054
zbangura@sierratel.sl
zbangura@accountability-sl.org
nag@sierratel.sl
www.accountability-sl.org

Slovaquie Section nationale

Transparency International Slovakia
Bajkalská 25,
82718 Bratislava, Slovaquie
Mme Emília Sicáková-Beblová, Présidente
Téléphone + 421 2 53 41 10 20
Fax + 421 2 53 41 72 07
ema@transparency.sk
www.transparency.sk

Sri Lanka Section nationale

Transparency International Sri Lanka
102/11-1/1, Kithulwatta Road,
Colombo 8, Sri Lanka
Mr J.C. Weliamuna, Directeur général
Téléphone/Fax + 94 11 2688327
Téléphone + 94 11 2688328
tisl@sltnet.lk
www.tisrilanka.org

Suède Section nationale en formation

Transparency International Sweden
Postal: Transparency International Sweden
c/o Föreningen Svenskar i Världen
Box 5501, SE-114 85 Stockholm, Suède
Physical: Storgatan 19, 114 51 Stockholm
Mr Örjan Berner, Président
Téléphone + 46 8 791 40 40
info@transparency.se
www.transparency.se

Suisse Section nationale

Transparency International Switzerland
Schwartztorstrasse 18
P.O. Box 8509, CH-3001 Bern, Suisse
Mr Philippe Lévy, Président
Mme Anne Schwöbel,
Directrice de la gestion
Téléphone + 41 31 382 3550
Fax + 41 31 382 5045
info@transparency.ch
www.transparency.ch

Taiwan Section nationale en formation

Transparency Taiwan
Department of Public Policy &
Management, Shih-Hsin University
1, Lane 17, Sec. 1, Mu-cha Rd.
Taipei, Taiwan
Mr Weihua Chen, Chef de bureau
Téléphone + 886 2 2236-8225 ext
3461/3462
Fax + 886 2 2236-3325
transparency@ti-taiwan.org
www.ti-taiwan.org

Thaïlande Section nationale

Transparency Thailand
118 Seri Thai Road
Klong Chan
Bangkapi, Bangkok 10240, Thaïlande
Dr Juree Vichit-Vadakan, Secrétaire général
Téléphone + 662 377 7206
Fax + 662 374 7399
juree@nida.nida.ac.th
www.transparency-thailand.org

Trinitad et Tobago Section nationale

The Trinidad & Tobago
Transparency Institute
P.O. Box 6164, Upper Santa Cruz
Trinidad et Tobago, W.I.
Mr G. Boyd Reid, Secrétaire Général
Téléphone + 1 868 676 7793
Cellulaire + 1 868 753 5421
boydreid@tstt.net.tt
tti@tstt.net.tt

Turquie Section nationale

Toplumsal Sadamlık Hareketi Derneği /
Transparency International Turkey
Matbaaci Osmanbey Sokak No. 46
Sisli/Istanbul, Turquie
Mr Ercis Kurtulus
Téléphone + 90 212 291 3530
Fax + 90 212 291 3531
saydamlik@superonline.com
saydamlik@ttnet.net.tr
www.saydamlik.org

Ukraine Section nationale

Adressez-vous au Secrétariat International
de TI pour obtenir les informations sur la
section ukrainienne.

Vanuatu Section nationale en formation

Transparency International Vanuatu
Bougainville House
PO Box 355, Port Vila, Vanuatu
Mme Marie-Noelle Ferrieux-Patterson,
Présidente
Téléphone + 678 25715
Fax + 678 25716
tiv@vanuatu.com.vu

Venezuela Section nationale

Transparencia Venezuela
Edif. Cámara de Comercio de Caracas,
Piso 2, Of. 2-15
Los Caobos, Caracas, Venezuela
Ms Mercedes de Freitas, Directrice générale
Téléphone + 58 212 576 0863
Fax + 58 212 573 3134
comunicaciones@transparencia.org.ve
www.transparenciavenezuela.org.ve

Yémen Section nationale en formation

Transparency Yemen,
Forum for Civil Society
P.O. Box 19458
Hadda Towers, Building No. 7, 3rd Floor,
Flat No. 5, Sanaa, Yémen
Mr Jamal Adimi, Président
Téléphone + 967 1 421 480
Fax + 967 1 421 484
jadimi@y.net.ye
fcs-TY@y.net.ye

Zambie Section nationale

TI-Zambia
Stand no 3880
Kwacha Road
Olympia Park
PO Box 37475
Lusaka, Zambie
Mr Goodwell Lungu, Directeur général
Téléphone + 260 1 290 080
Fax + 260 1 293 649
tizambia@zamnet.zm

Zimbabwe Section nationale

96 Central Avenue
Harare, Zimbabwe
Dr Goodwill Shana
Téléphone + 263 4 793 246
Fax + 263 4 793 247
tizdir@mweb.co.zw
www.transparency.org.zw

Le processus d'accréditation de sections nationales se déroule en trois étapes. Un groupe de **contact national établit un accord avec** TI dans le but de développer une section nationale de TI dans un pays donné. Une fois que TI s'est assuré que le candidat remplit un certain nombre de critères spécifiques et que le candidat a démontré ses capacités, le contact national devient **une section nationale en formation**, ce qui lui donne le droit d'utiliser le nom de TI et son logo. Après environ deux ans de travail considéré productif, Après une période d'environ deux ans, le contact national peut passer à l'étape de **section nationale**, lui octroyant par la même occasion le droit de vote à l'Assemblée Générale annuelle. Afin de conserver son statut, la section nationale doit se soumettre à un examen d'accréditation tous les trois ans, durant lequel le conseil d'administration de Transparency International évalue sa performance et son adhésion aux principes de fonctionnement de TI. Les dénominations «contact officiel», «section nationale en formation» et «section nationale» n'impliquent aucune prise de position de la part de TI quant au statut souverain ou indépendant d'une section. Elles servent simplement à clarifier le statut d'une organisation au sein du mouvement de Transparency International. Dans les pays où TI n'est pas présent, une organisation locale peut être choisie comme partenaire local. Les informations pour contacter ces organisations sont disponibles au Secrétariat de Transparency International.



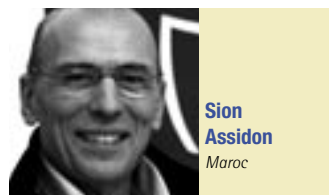
Huguette Labelle
Présidente
Canada

Huguette Labelle est titulaire d'un Doctorat en Education et Compagnon de l'Ordre du Canada. Elle a été directrice adjointe de divers services publics canadiens, y compris présidente de l'Agence canadienne de développement international. Elle est actuellement présidente de l'université d'Ottawa et membre du conseil d'administration d'un certain nombre d'organisations internationales. Elle est coprésidente du Comité consultatif national du Forum urbain mondial et du groupe de travail sur le futur et perspectives de l'environnement et du développement en Chine, vice-présidente du Conseil de l'union internationale pour la conservation de la nature, et membre du Conseil d'administration du Pacte mondial des Nations Unies. Mme Labelle a été élue Présidente de TI en 2005.



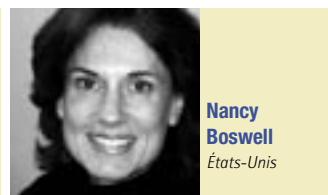
Akere Muna
Vice-Président
Cameroun

Akere T. Muna est le fondateur et un ancien président de Transparency International Cameroon. Avocat de formation cet ancien président de l'ordre des avocats du Cameroun préside actuellement l'Union panafricaine des avocats. Il fait partie de plusieurs commissions nationales sur les réformes juridiques visant à éradiquer la corruption, parmi lesquelles la Commission nationale ad hoc de lutte contre la corruption. Il a été activement impliqué dans les activités du groupe de travail de TI qui a contribué à l'élaboration de la Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption et a rédigé un guide au sujet de ladite convention. Il a été élu vice-président du Conseil d'administration de TI en 2005.



Sion Assidon
Maroc

Sion Assidon, mathématicien et économiste de formation, homme d'affaires de carrière, fut le fondateur et premier secrétaire général de la section Maroc de Transparency International et aujourd'hui membre de son conseil national. Mr Assidon fut emprisonné de 1972 à 1984 à cause de sa campagne contre l'autocratie au Maroc. Une figure active dans plusieurs organisations de la société civile participants au mouvement des droits civiques, en particulier AMRASH, engagée dans des projets de développement durable des montagnes de l'Atlas, et Espace Associatif, qui encourage le développement de la société civile marocaine. Mr Assidon a été élu au Conseil d'administration de TI en 2005.



Nancy Boswell
États-Unis

Nancy Boswell a été directrice générale de TI États-Unis depuis 1994, peu après sa création, et en est maintenant présidente. Juriste de carrière, elle a pratiqué le droit public international et le droit commercial, travaillé pour la promotion des droits civiques et de la femmes et offert ses services de conseil en matière de finance internationale. Elle est membre du Conseil d'administration du PACT, une organisation pour le développement de la capacitation de la société civile, de l'International Senior Lawyers Project, qui offre des services Pro Bono de conseil en matière de droits de l'homme et démocratie, et copréside le comité sur la corruption d'une association du barreau américaine. Elle est conseillère de la société civile auprès du Département d'Etat américain et du Représentant américain au commerce. Elle a été élue au conseil d'administration de TI en 2003.



Jermyn Brooks
Royaume-Uni

Jermyn Brooks a rejoint PriceWaterhouse en 1962 où il y assumait la fonction de «Global Managing Partner» lors de son départ à la retraite en 2000. En cette même année 2000, il a rejoint le Secrétariat de TI en tant que directeur financier. Il s'est de plus en plus impliqué dans les initiatives de TI visant le secteur privé, en particulier les Principes de Wolfsberg contre le blanchiment d'argent, les Principes du secteur privé contre la corruption, au Pacte mondial des Nations Unies et à la Global Reporting Initiative. Mr Brooks est maintenant en charge du travail de TI avec le secteur privé. En 2003, il a été élu au Conseil d'administration de TI.



Boris Divjak
Bosnie-Herzégovine

Boris Divjak est économiste de profession et titulaire d'un Master en études internationales de l'université de Reading au Royaume-Uni. Il a rejoint TI en 2000 en tant que fondateur et président du conseil d'administration de la section de TI en Bosnie-Herzégovine. Il a effectué des recherches et mis en avant des recommandations sur différentes législations; a formé des membres de l'équipe gouvernementale, des médias ou des organisations de la société civile, Il a aussi préparé ainsi que conduit des enquêtes d'opinion. Il a travaillé en Bosnie-Herzégovine, mais aussi en Croatie, Serbie Monténégro, au Kosovo et en Albanie. Mr Divjak a été élu au Conseil d'administration de TI en 2005.



Geo-Sung Kim
Corée du Sud

Geo-Sung Kim a été le Secrétaire général fondateur de la section nationale de Transparency International en Corée du Sud. Diplômé de théologie et ordonné pasteur, il a participé aux mouvements en faveur de la démocratie et de défense des droits de l'homme qui lui ont valu d'être incarcéré à deux reprises. Le révérend Kim a milité dans plusieurs organisations de la société civile et a reçu la médaille Moran de l'Ordre du Mérite Civil en 2006 pour ses contributions à la lutte contre la corruption. Le révérend Kim est un membre de la Commission indépendante Coréenne contre la Corruption et a le statut de directeur exécutif du conseil du Pacte social coréen anti-corruption et pro-transparence (K-PACT). Il a également été conseiller de la fédération des industries de la Corée du Sud. Il a été élu au Conseil d'administration de TI en 2004.



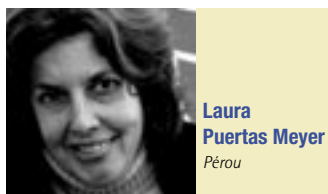
Chong San Lee
Malaisie

Chong San Lee a servi comme vice-président et président de la section malaisienne de Transparency International. Auparavant, il a travaillé comme analyste fiscal, et, en 1988, a été nommé contrôleur financier des compagnies Esso en Malaisie. Ses nombreuses responsabilités dans cette position incluaient la supervision des pratiques de commerces et l'éthique pour assurer le respect par les employés des règles de conduite de la compagnie. Il s'est aussi impliqué dans les pratiques contractuelles de la compagnie. Après sa retraite de ExxonMobil en 2001, il a offert ses services bénévoles et a travaillé sur de nombreux projets pour TI Malaisie. Il a été élu au Conseil d'administration de TI en 2005.



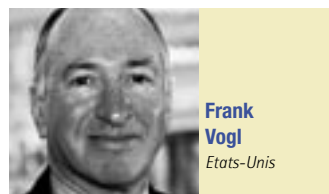
Valeria Merino-Dirani
Equateur

Valeria Merino-Dirani est avocate qui, depuis plus de 20 ans, travaille pour la promotion de la démocratie, la transparence et la société civile en Amérique Latine. Elle a été directrice générale de Corporación Latinoamericana para el Desarrollo (CLD), la section de TI en Equateur, et a également aidé à mettre en place un réseau d'antennes nationales à travers l'Amérique Latine. En 1995, elle a été nommée au Conseil de l'Université de l'ONU et en a été la vice-présidente. Elle travaille désormais pour la Fondation Panaméricaine pour le Développement comme conseillère principale chargée de la société civile. Mme Merino-Dirani est membre du Conseil d'administration depuis 2004 et préside le comité d'accréditation des membres (MAC).



Laura Puertas Meyer
Pérou

Laura Puertas Meyer est économiste et journaliste et se dédie depuis plus de vingt ans aux droits de l'homme, la démocratie et la lutte contre la corruption. Elle est directrice générale de l'information pour America TV et Canal N, les deux principales chaînes de télévision péruviennes. De 2002 à 2005, elle a tenu le poste de directrice générale pour la section péruvienne de TI. Elle a aussi travaillé pour le *New York Times* et *El Pais*, ainsi que pour divers médias péruviens. En 1993, elle a été co-fondatrice de IPYS (Instituto Prensa y Sociedad) créée afin d'encourager le journalisme d'investigation dans les pays andins. Laura Puertas Meyer a été élue au Conseil d'administration de TI en 2005.



Frank Vogl
Etats-Unis

Frank Vogl est un des membres fondateurs de Transparency International et en a été vice président de 1993 à 2002 ainsi que membre du conseil consultatif de 2003 à 2005. Il est également membre fondateur du Conseil d'administration du Partnership for Transparency Fund et du Ethic Resource Center, administrateur du Comité pour le développement économique, et est membre du Conseil consultatif international du New Israel Fund. Ancien directeur du service d'information et des affaires publiques de la Banque mondiale, il a aussi travaillé comme journaliste international, auteur et professeur. Il est président de Vogl Communications basée à Washington DC, et rédacteur en chef de www.EthicsWorld.org. Mr Vogl a été élu au Conseil d'administration de TI en 2005.



Gerard Zovighian
Liban

Gérard Zovighian est vice-président et membre fondateur de Lebanese Transparency Association, la section libanaise de TI. Auditeur et associé principal à BDO-Fiduciaire du Moyen Orient au Liban, il a aussi travaillé en tant qu'auditeur pour Price Waterhouse à Paris et pour BDO à Londres. Il a tenu d'autres rôles professionnels; il a été membre de l'association libanaise des experts-comptables, avocat au barreau de Paris, membre de la Chambre nationale des conseillers financiers, un conseiller à la Chambre du commerce et de l'industrie de Beyrouth, et enfin conseiller de l'Ordre de Malte, en tant que chevalier de l'Ordre. Il a été élu au conseil d'administration en 2005.

Peter Eigen

Président du Conseil consultatif

Fondateur et ancien Président de Transparency International

Paul Batchelor

*Royaume-Uni
Directeur non-exécutif de
Oxford Policy Management,
ancien directeur adjoint
de Global Geographies,
PricewaterhouseCoopers*

Peter Berry

*Royaume-Uni
Président exécutif de
Crown Agents*

John Brademas

*Etats-Unis
Président émérite de
l'Université de New York*

Jimmy Carter

*Etats-Unis
Ancien Président
des États-Unis*

Ugo Draetta

*Italie
Ancien vice-président
et conseiller juridique en
chef pour General Electric*

Dolores L. Espanol

*Philippines
Présidente du tribunal
régional de première instance*

Dieter Frisch

*Allemagne
Ancien Directeur général
du développement à la
Commission Européenne*

Goh Kun

*Corée (du Sud)
Ancien Premier ministre et
ancien maire de Séoul*

Ekaterina Genieva

*Russie
Directeur général de la
Bibliothèque d'Etat des litté-
ratures étrangères, Moscou*

Fritz Heimann

*Etats-Unis
Membre fondateur de TI*

Kamal Hossain

*Bangladesh
Ancien ministre
des Affaires étrangères*

Pascal Lamy

*France
Directeur général de
l'Organisation Mondiale du
Commerce, Président de
la fondation «Notre Europe»
et ancien commissaire au
Commerce à la Commission
européenne*

Ronald MacLean Abaroa

*Bolivie
Ancien Ministre des affaires
étrangères, ancien maire de
La Paz*

Hans Matthöfer

*Allemagne
Ancien Ministre des finances,
ancien PDG de la compagnie
Beteiligungsgesellschaft der
Gewerkschaften*

Ira Millstein

*États-Unis
Associé Principal de Weil,
Gotshal & Manges*

Festus Mogae

*Botswana
Président du Botswana*

Miklós Németh

*Hongrie
Ancien Premier ministre,
ancien vice-président de la
Banque Européenne pour
la Reconstruction et le
Développement*

John Noonan

*Etats-Unis
Juge de la Cour d'Appel
Fédérale des Etats-Unis*

Olusegun Obasanjo

*Nigéria
Président du Nigéria*

Wiktor Osiatynski

*Pologne
Membre du conseil
d'administration Open
Society Institute, Budapest*

Ahmedou Ould-Abdallah

*Mauritanie
Représentant spécial du
Secrétaire général des
Nations Unies pour l'Afrique
de l'Ouest, ancien Secrétaire
exécutif de la Coalition
mondiale pour l'Afrique*

Devendra Raj Panday

*Népal
Ancien ministre des finances*

Khun Anand Panyarachun

*Thaïlande
Ancien Premier ministre,
Président de Saha-Union
Public Co, Ltd*

Mary Robinson

*Irlande
Ancienne Présidente de
l'Irlande, ancienne Haut
Commissaire des Nations
Unies aux Droits de l'Homme*

Hartmut Ruppel

*Namibie
Conseil des membres du
Parlement, ancien Procureur
Général*

Augustine Ruzindana

*Ouganda
Parlementaire*

Louis Schweitzer

*France
Président de Renault*

Soli J. Sorabjee

*Inde
Ancien Procureur général*

Virginia Tsouderos

*Grèce
Ancienne sous-ministre aux
Affaires étrangères.*

Jessica Tuchman Mathews

*Etats-Unis
Présidente de la Fondation
Carnegie Endowment for
International Peace*

Joe Wanjui

*Kenya
Chancelier de l'Université de
Nairobi au Kenya*

Richard von Weizsäcker

*Allemagne
Ancien Président*

Michael Wiehen

*Allemagne
Ancien cadre de la Banque
Mondiale, Avocat*

Directeur Général

David Nussbaum

Section Internationale

Cobus de Swardt, Directeur des Programmes Mondiaux

Programmes Mondiaux

Marie-Luise Ahlendorf, Susan Côté-Freeman, Gillian Dell, Andrea Figari, Julia Kercher, Catherine Woollard

Afrique/Moyen-Orient

Casey Kelso, Directeur Régional
Arwa Hassan, Tamara Kamhawi, David Koschel, Chantal Uwimana, Corinna Zöllner

Amériques

Alejandro Salas, Directeur Régional
Marta Erquicia, Andrés Hernandez
Silke Pfeiffer, Directrice Régional (en congé prolongé)

Asie Pacifique

Pascal Fabie, Directeur Régional
Ran Liao, Nikola Sandoval, Lisa Prevenslik-Takeda

Europe et Asie Centrale

Miklos Marschall, Directeur Régional
Ben Elers, Rune Rasmussen, Kate Sturgess

Service Plaidoyer

Communications

Barbara Ann Clay, Directrice de la communication
Cornelia Abel, Jesse Garcia, Gypsy Guillén-Kaiser, Andrew Kelly, Georg Neumann, Amber Poroznuk, Renate Trowers, Sarah Tyler

Politiques et Recherche

Juanita Olaya, Directrice de Politiques et Recherche
Linda Ehrichs, Victoria Jennett, Sarah Repucci, Diana Rodriguez, Aled Williams, Marie Wolkers
Robin Hodess, Directrice de Politiques et Recherche (en congé prolongé)

Conférence Internationale de Lutte contre la Corruption (CILC)

Miklos Marschall, Directeur chargé de la CILC
Bärbel Carl, Roberto Pérez-Rocha

Service des Ressources

Ressources Externes

Patrick Mahassen, Directeur des Ressources
Alan Warburton, Conrad Zellmann

Ressources Internes

Monika Ebert, Directrice des Finances et Ressources Humaines
Barbara Abu-Eish, Leticia Andreu, Sandra Cichos, Hannah Deimling, Sylvia Fiebig, Nüket Kilicli, Vanesa Kohl-Salazar, Annegret Neth, Dean Rogers, Sergej Tscherejkin

Service de la gouvernance

Stan Cutzach

Le Conseil consultatif est composé d'individus provenant de pays, régions, cultures et professions d'une grande diversité reconnus pour leur expériences et intégrité personnelle. Le Conseil est nommé par le Conseil d'administration afin de fournir conseils et soutien au travail de Transparency International.

Transparency International tient à remercier toutes les personnes qui ont contribué leur temps, compétences et travail bénévolement en 2005, en particulier les conseillers suivants:

Jermyn Brooks, Dieter Frisch, Roslyn Hees, Fritz Heimann, Donal O'Leary, Michael Wiehen.

Transparency International est l'organisation de la société civile au premier plan de la lutte mondiale contre la corruption.



Secrétariat International

Alt Moabit 96
10559 Berlin
Allemagne

Numéro de téléphone + 49 30 34 38 200
Fax + 49 30 34 70 3912

ti@transparency.org
www.transparency.org